

23 septembre 2000

**Rapport des trois « sages » sur l'Autriche
Affaire Pinochet
Affaire du Kosovo
Dérives de la Justice internationale
Affaire Lewkowicz...**

**BIG BROTHER
ÉTEND
SON EMPIRE**

23 septembre 2000

**Rapport des trois « sages » sur l'Autriche
Affaire Pinochet
Affaire du Kosovo
Dérives de la Justice internationale
Affaire Lewkowicz...**

BIG BROTHER ÉTEND SON EMPIRE

Diffusion V.H.O.
B.P. 60
B-2600 BERCHEM 2

SOMMAIRE

Vincent Reynouard

Big Brother étend son empire	1
- L'affaire Haider comme prétexte pour réduire davantage la souveraineté des États	1
- L'affaire Pinochet ou l'application du « deux poids deux mesures »	5
- Irak et Kosovo : quand l'humanitaire est utilisé pour placer Big Brother au dessus des lois	21
- Les dérives de la Justice internationale	30
- Holocauste : fondement de la Justice internationale	31
- Affaire Lewkowicz : à quand l'asile psychiatrique pour tous les révisionnistes ?	32
- Quand les sbires de Big Brother prétendent découvrir les désirs criminels inavoués	33
- Conclusion	36
- Annexe	37
 Dernières nouvelles	 43
- Hypocrisie au pays du « politiquement correct »	43
- Quand l'Holocauste devient une manne	46
- <i>Lebensborn</i> : un aveu dans <i>Libération</i>	50

BIG-BROTHER ETEND SON EMPIRE

par Vincent Reynouard

Le pouvoir du Big-Brother s'étend irrémédiablement. Chaque semaine nous en apporte de nouvelles preuves, qui passent le plus souvent inaperçues faute d'informations ou d'analyse. J'évoquerai ici six faits révélateurs — d'ampleurs très différentes — survenus ces derniers mois : la rédaction, par trois « sages », d'un rapport sur la politique autrichienne ; la levée de l'immunité parlementaire du général Pinochet ; la faillite de la paix au Kosovo ; les dérives de la Justice internationale ; le jugement rendu dans l'affaire Henri Lewkowicz et un article délirant paru dans le quotidien *Le Monde*.

L'affaire Haider comme prétexte pour réduire davantage la souveraineté des États

Un rapport réaliste sur la situation de l'Autriche...

En février dernier, alors qu'une campagne d'hystérie était orchestrée contre l'Autriche, Jörg Haider étant dépeint comme le nouvel Hitler, certains avaient su garder leur sang-froid et inviter à la prudence. Un journaliste du *Monde*, notamment, avait souligné que, là où J. Haider était arrivé au pouvoir, la société ne s'était nullement transformée en État totalitaire :

Pour l'instant, la Carinthie n'est pas un mini-État totalitaire : l'État de droit est respecté, les droits de l'homme aussi, formellement. « Jörg Haider n'a rien changé, bien qu'il ait fait beaucoup

de déclarations tonitruantes », explique M. Ferrari-Brunnenfeld [ancien président du FPÖ]. Parmi ces annonces, celle de doter les étrangers d'une carte d'identité particulière, comportant leurs empreintes digitales, n'a pas été concrétisée [...]¹.

De son côté, l'historien Günter Hödl, professeur à l'université de Klagenfurt, avait affirmé que, contrairement à une rumeur répandue, J. Haider n'était pas un « néonazi » : « *Même s'il y a chez lui, disait-il, un nationalisme que l'on trouve également dans le nazisme. Haider crée en fait une illusion réaliste, autour d'une prétendue insécurité* »².

A l'époque, j'avais cité ces propos afin de dénoncer la campagne mondialiste de dénigrement de l'Autriche³.

Le rapport rendu le 8 septembre dernier par trois « sages » européens (un Finlandais, un Allemand et un Espagnol) nous a finalement donné raison. Martti Ahtisaari, Jochen Frowein et Marcelino Orja étaient chargés d'établir un bilan de l'action du gouvernement autrichien après huit mois d'exercice. Bien que prudents, ils concluent : « *Le gouvernement [autrichien] a adopté des mesures concrètes pour améliorer l'application des standards et des valeurs communes [de l'Europe]* »⁴. En matière de « racisme », notamment, ils écrivent :

Le respect du gouvernement autrichien, en ce qui concerne en particulier les droits des minorités, des réfugiés et des immigrants, n'est pas inférieur à celui d'autres États membres de l'Union européenne [...]. Dans certains domaines, particulièrement les droits des minorités nationales, les standards autrichiens peuvent être considérés comme supérieurs à ceux qui

¹ Voy. *Le Monde*, 3 février 2000, p. 2

² Voy. *Le Soir*, 4 février 2000, p. 2.

³ Voy. *L'affaire Jörg Haider : quand l'Holocauste est utilisé contre toute tentative de renaissance nationale*, février 2000. Disponible au V.H.O. contre 50 FF.

⁴ Voy. *Le Soir*, 9-10 septembre 2000, p. 10, encadré, col. B

sont appliqués dans de nombreux autres pays de l'Union européenne [*Ibid.*, col. A-B].

Ce rapport constitue donc une véritable gifle pour ceux qui, depuis janvier dernier, organisaient une vaste campagne d'hystérie contre l'Autriche, voulant faire croire que l'Europe était de nouveau menacée par la « peste brune ». Le 16 septembre, d'ailleurs, R. Prodi, actuel président de la Commission européenne, déclara « *qu'il ne devrait plus jamais y avoir de sanctions comme celles qui [avaient] été prises contre l'Autriche et que, à l'avenir, l'Union européenne [devrait] apprendre à accepter les résultats d'élections démocratiques* »¹.

... mais inquiétant pour l'avenir

Toutefois, les partisans de la souveraineté nationale auraient tort de se réjouir trop vite. Dans la conclusion de leur rapport, en effet, les trois « sages » écrivent (je souligne) :

Nous recommandons vivement le développement d'un mécanisme interne à l'Union européenne pour contrôler et évaluer l'engagement de l'action des États membres de l'Union en relation avec les valeurs européennes communes [entre autres : combat du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme]. De plus, nous sommes partisans de l'introduction à l'intérieur du traité de l'Union de **procédés de prévention** ou de supervision de manière à pouvoir **faire face dès le premier instant** à une situation similaire à celle que traverse actuellement l'Autriche. Cela souligne l'engagement fondamental de l'Union vis-à-vis des valeurs européennes communes².

En clair, les rédacteurs du rapport proposent :

- Que tous les pays de l'Union européenne prennent l'engagement formel d'adhérer aux valeurs mondialistes ;

¹ Voy. *Le Soir*, 18 sept. 2000.

² Voy. *Le Soir*, 9-10 septembre 2000, p. 10.

- Qu'un organisme supranational soit mis en place qui aura droit de regard sur la politique intérieure des pays membres, afin de déceler au plus tôt toute dérive (ou menace de dérive) « politiquement incorrecte » ;
- Qu'en vertu d'un traité spécifique, cet organisme puisse commander d'agir *préventivement* afin d'enrayer ces dérives.

S'étant rendus compte de l'inefficacité des sanctions — et même des blocus, voy. l'Irak — les « sages » préconisent donc la mise en place d'une structure qui, par exemple, pourra demander d'agir dès que, dans un pays de l'Union européenne, une poussée nationaliste surviendra. Il sera alors possible de stopper le processus électoral et de créer, dans cette nation, un gouvernement de « salut public ».

Vers des « comités de salut public » pour contenir les poussées nationalistes ?

Certains m'objecteront que ces propositions resteront sans suite. L'avenir le dira, mais je remarque que l'idée de proclamer des comités de « salut public » est dans de nombreux esprits. En pleine affaire Haider, ainsi, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation n'a pas hésité à écrire, dans son trimestriel *Mémoire Vivante* :

Les parlementaires sont élus pour gérer, défendre nos RÉPUBLIQUES et dans ces situations, par des « gouvernements de SALUT PUBLIC » si nécessaire [voy. *Mémoire Vivante*, n° 26, mars 2000, p. 1].

On le voit : l'idée d'empêcher l'élection d'un parti « politiquement incorrect » ou de renverser un gouvernement légalement élu n'effraye pas nos grandes consciences, bien au contraire.

Moralité

En juin 1999, Antoine Garapon, magistrat et secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice, avait déclaré :

La doctrine de Nuremberg qui a jugé au nom du crime contre l'humanité casse le siècle en deux. La souveraineté [des États] est attaquée au nom d'une conception de la dignité humaine qui peut se résumer par la répulsion que provoque la souffrance d'autrui, qui me ressemble¹.

Même s'ils reconnaissent que Haider n'est pas Hitler et que l'Autriche n'est pas devenue un nouveau III^e Reich, les trois « sages » ont franchi un nouveau pas : la souveraineté des États est désormais attaquée non parce que ces derniers auraient causé des souffrances à autrui, mais parce qu'ils *pourraient causer* des souffrances... Cette doctrine revient donc à établir une distinction préalable entre les partis : d'un côté les « politiquement corrects », qui, reconnus non susceptibles de causer des souffrances, pourront être élus, et de l'autre les « politiquement incorrects » — donc criminels en puissance — qui ne pourront être élus et qui, si jamais ils l'étaient, verraient leur gouvernement remplacé par un comité de « salut public ». Tel est le monde que Big Brother nous prépare.

Ce fait est d'autant plus grave que les critères d'appréciation des mondialistes sont très élastiques lorsqu'il s'agit de savoir si un gouvernement est ou n'est pas criminel. Ils dépendent non seulement de la situation géopolitique du moment, mais également du « sens de l'histoire », selon lequel tout ce qui sert la cause de la démocratie et du progrès est justifié d'avance.

¹ Voy. *Télérama*, 23 juin 1999, p. 16, col. C.

Prenons l'exemple — flagrant — de la Révolution française. Les révolutionnaires ont renversé le pouvoir légal par les armes ; ils ont guillotiné le roi et son épouse, massacré des milliers de « suspects » (massacres de septembre 1792 notamment) et réprimé dans le sang les soulèvements populaires (Vendée, Lyon...). Or, non seulement la Révolution n'a jamais été jugée, mais la France en a solennellement fêté le bicentenaire et chaque année, des feux d'artifice sont tirés au 14 juillet. Il en est de même avec les différentes révolutions communistes survenues depuis 1917, qui ont fait des dizaines de millions de victimes. Si on consent aujourd'hui à condamner le stalinisme, le communisme, lui, n'a jamais été dénoncé comme idéologie criminelle.

Il en va tout autrement avec le général Pinochet.

L'affaire Pinochet ou l'application du « deux poids deux mesures »

La presse aux ordres et les mondialistes présentent le général Pinochet comme un militaire qui serait venu apporter la répression, la torture et la mort dans un Chili où régnaient la paix, le respect du Droit et la prospérité.

Les statistiques économiques de l'année 1971 paraissent confirmer cette thèse. En un an, 195 000 emplois avaient été créés, la participation des salariés au revenu national était passée de 55 % à 61 %, la production de fer avait augmenté de 23 %, le produit intérieur brut de 8,5 % et l'inflation était tombée de 35 % à 22 %. Quant aux partis d'opposition, ils avaient le droit de s'exprimer et possédaient d'ailleurs leurs journaux.

Les vraies raisons du coup d'état de 1973

Ceux qui rappellent ces chiffres oublient cependant de dire que deux ans plus tard, la situation avait radicalement changé ; à la veille du coup d'état du 11 septembre 1973, le Chili avait sombré dans l'anarchie et la violence. Sur ce sujet, un livre bien oublié a été rédigé en 1975 et publié en

1976 aux Éditions France-Empire. Son titre : *Le Chili, le socialisme et l'église*. Son auteur, un prêtre catholique « conciliaire », François Francou, ne cache pas son aversion pour la junte militaire au pouvoir à l'époque. Dans une longue introduction, il parle, outre de son incapacité à « redresser l'économie par des méthodes libérales », de ses « atteintes quotidiennes aux droits les plus fondamentaux de la personne humaine » (p. 16). Pour lui, le 11 septembre 1973 vit s'ouvrir « une nouvelle page noire dans l'histoire du Chili » (p. 157). Dès lors, on ne saurait parler d'une œuvre partisane en faveur d'Augusto Pinochet, et c'est ce qui rend cet ouvrage très intéressant.

Le programme de S. Allende ressemblait à celui des marxistes révolutionnaires

Dans un premier temps, l'auteur rappelle que le Parti socialiste de S. Allende était très différent du Parti socialiste français, car son programme était proche de la gauche révolutionnaire :

La suppression des deux assemblées [les équivalents chiliens du Sénat et de la Chambre des députés] et leur remplacement par une assemblée unique du peuple dont le mode d'élection était peu précis mais laissait prévoir un coefficient de faveur pour les suffrages syndicaux ; l'octroi à cette assemblée de la faculté de désigner les magistrats combiné avec l'instauration des tribunaux populaires ; le silence fait sur la possibilité d'une alternance ou d'un retour en arrière si telle était la volonté du peuple à travers le suffrage universel... constituait des points qui différenciaient profondément le programme [socialiste] chilien du programme français [p. 15].

Bref : le programme de S. Allende rappelait en de nombreux points celui des marxistes révolutionnaires. F. Francou, d'ailleurs, écrit :

[...] le discours [de S. Allende le 21 mai 1971 sur la politique gouvernementale] signifiait, dans son ensemble, que l'élection

de Salvador Allende n'était qu'un premier pas et une condition préalable à la construction du socialisme.

Sur ce point, les affirmations des partis qui soutenaient Salvador Allende apportaient à sa vision une confirmation évidente. Jamais ils n'avaient confondu le projet qui les animait avec la simple conquête de la présidence de la République à l'intérieur d'une démocratie bourgeoise. Il s'agissait de conquérir, à partir d'une plate-forme que leur donnait le pouvoir exécutif, tous les pouvoirs de l'État, en particulier tous les pouvoirs économique, judiciaire et législatif, comme en témoignait le programme commun qu'ils avaient élaboré ensemble [.. J.

Les déclarations des partis communistes et socialistes étaient, à ce sujet, d'une clarté absolue. Luis Corvalan, secrétaire général du P.C., déclarait le 26 novembre 1970 devant le Comité central de son parti : « Avec l'arrivée d'Allende au pouvoir à la Moneda, le peuple a conquis le gouvernement et une partie du pouvoir populaire. Il faut consolider cette conquête et aller plus loin encore. Il faut obtenir que tout l'appareil d'État passe en nos mains, à l'intérieur d'une société pluraliste ». Et le Parti socialiste disait, en termes équivalents : « Le triomphe électoral de Salvador Allende a créé les conditions favorables à une conquête effective du pouvoir par la classe ouvrière et les masses chiliennes.

On le voit, le but primordial était bien la conquête du pouvoir total. « A l'intérieur d'une société pluraliste », précisait-on. Mais en quoi consistait ou consisterait ce pluralisme ? (...) il était curieux et inquiétant de voir que, chaque fois que l'on parlait de pluralisme au sein de l'Unité populaire, on évoquait l'existence des différents partis qui la composaient et reflétaient, faisait-on remarquer, toutes les idéologies ; mais jamais celles des partis de l'opposition [pp. 99-101].

S. Allende s'allie avec des extrémistes de gauche

Plus inquiétant encore, depuis 20 ans, S. Allende entretenait d'excellents rapports avec les communistes chiliens ; or, ceux-ci n'excluaient nullement la prise totale du pouvoir par les armes (p. 55). Dans les années 60, d'ailleurs, des éléments révolutionnaires du M.I.R. (Movimiento de Izquierda revolucionaria), un mouvement d'extrême gau-

che qui prônait l'action insurrectionnelle (p. 59), avaient adhéré au Parti socialiste (p. 56) dont la tendance majoritaire depuis 1967 acceptait le recours à la « *violence révolutionnaire* » (pp. 56-7).

Les partisans de la violence politique auraient toutefois pu être neutralisés si les changements radicaux proposés par la nouvelle équipe au pouvoir avaient entraîné une amélioration sensible et durable des conditions de vie au Chili, faisant bénéficier le gouvernement en place du soutien de la majorité. Or, ce n'était pas le cas. Tout d'abord, rappelons que S. Allende avait été élu avec 36 % des voix (p. 103). De plus, aux élections législatives de mars 1973, les partis de l'Unité populaires ne réunirent que 43 % des suffrages (p. 103) contre près de 50 % aux élections de 1971 (p. 136). F. Francou écrit :

Après les élections législatives de mars 1973 [...] ce fut l'impasse absolue, dans la mesure même où [les partis de l'Unité populaire] ne voulurent pas renoncer au programme qu'ils s'étaient fixé. Il ne leur restait plus alors qu'à troquer le vote pour le fusil : dès ce moment là, l'épreuve de force, à brève ou longue échéance, devenait inévitable [pp. 103-4].

Une réussite économique artificielle

Pourquoi ce vote sanction de mars 1973, alors que les résultats économiques de 1971 étaient si bons ? Tout simplement parce que la réussite économique d'Allende, totalement artificielle, avait été passagère. F. Francou explique :

Il était évident, en premier lieu, que le pouvoir d'achat, conséquence de l'augmentation des salaires et du contrôle des prix, n'était dû qu'à l'accroissement de la masse monétaire. On avait fabriqué de la monnaie. En 1971, la masse monétaire s'était accrue de 120 %. Et cette augmentation était sans proportion avec celle de la production industrielle, dont la croissance avait atteint le chiffre de 14,7 %. Sans compter que la production

agricole, elle, était déjà en nette régression sur l'année précédente.

D'autre part, la diminution du chômage [...] était aussi artificielle : elle n'avait été obtenue que par le gonflement des effectifs dans les usines et les bureaux [nationalisés]. Aucun poste nouveau n'avait été créé, ni dans le secteur privé, ni dans le secteur public [...]. Quelques exemples en donnent une idée : le nombre des travailleurs employés par la mine de « El Teniente » passa de 8 000 à 12 000, sans que fût notablement augmentée la production de cuivre. Dans le textile, l'usine « El Progreso », qui employait jusqu'alors quelque 800 ouvriers, arriva à un effectif de 1 500 [...]. Le petit aéroport de Concepcion, qui fonctionnait autrefois avec une trentaine d'ouvriers, en employait par la suite plus de 70, sans que le trafic eût augmenté.

Ces apparences étaient d'autant plus trompeuses que les améliorations n'avaient été obtenues qu'au prix de certains sacrifices qui allaient hypothéquer l'avenir.

Les quelque 500 millions de dollars de réserve laissés par le gouvernement Frei étaient pratiquement épuisés, et on les avait employés — ainsi que d'ailleurs les nouvelles entrées en devises — non au renouvellement des biens d'équipement et des pièces de rechange indispensables, mais uniquement — ou presque — à l'achat à l'extérieur de produits d'alimentation ou d'articles de consommation.

C'était d'autant plus dommageable que la politique économique du gouvernement reposait sur l'emploi intensif des installations industrielles [...]. Au bout d'un an, l'heure était venue, si l'on voulait que la courbe de production industrielle poursuive sa courbe ascendante, non seulement de renouveler les stocks de matières premières, mais aussi d'acheter de nouvelles machines [...]. Mais l'État [...] avait beau proclamer qu'il allait passer à la deuxième étape de son programme et que le moment était venu pour lui d'accumuler et d'investir, il ne disposait que de moyens réduits pour le faire : il avait mangé son blé en herbe [pp. 107-9].

Premiers symptômes de crise

Les premiers symptômes de la crise apparurent dès la fin 1971, avec la dévaluation substantielle de l'escudo (pp. 109-110), ce qui favorisait les exportations (donc les

entreprises minières et métallurgiques nationalisées), mais allait entraîner une hausse des matières premières d'importation. Pour éviter la ruine de l'économie chilienne, le gouvernement dut lâcher les prix. Toutefois, il était incapable d'augmenter les salaires en conséquence (p. 110). Des discussions eurent alors lieu avec la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) afin que les salariés modèrent leurs revendications :

Mais le pli était pris : les ouvriers allaient continuer à revendiquer des augmentations de salaires en rapport exact avec la montée des prix, et les gérants des usines d'État à faire appel aux fonds publics pour financer leurs pertes [pp. 110-1].

F. Francou poursuit :

[...] la masse monétaire était devenue si importante que l'augmentation des prix ne calmait pas la demande. Tout devenait plus cher et tout disparaissait. Les « queues » s'allongeaient et se multipliaient devant les magasins. Progressivement, la pénurie et le marché noir — celui des appareils ménagers comme des produits alimentaires — s'installaient [p. 111].

Début 1972, deux élections législatives partielles, qui eurent lieu dans deux régions du pays, l'une ouvrière, l'autre rurale, virent la victoire des candidats de droite sur ceux de gauche. « *Ces résultats montraient qu'une bonne partie des travailleurs commençaient à ne plus suivre* » (p. 112).

La situation économique empire rapidement

Puis la situation empira rapidement. L'inflation s'envola (elle allait atteindre 163 % pour l'année 1972 et 213 % d'avril 1972 à avril 1973) et les salaires « *ne suivaient que de loin* » (p. 111, 116). La participation du monde du travail au revenu national baissa (elle allait passer de 61,6 % fin 1971 à 54,4 % fin 1972, p. 116).

A partir de septembre 1972, la production allait, elle aussi, décliner : baisse de 9 % pour le charbon, 13 % pour

les nitrates, 22 % pour le fer (seule exception, le cuivre, mais c'était grâce aux mines nouvellement ouvertes à la fin de la précédente période présidentielle ; p. 117). Quant à la production agricole, elle allait chuter dans des proportions telles qu'en deux ans, il allait falloir tripler le budget consacré à l'importation de produits alimentaires (150 millions de dollars en 1970, 500 millions de dollars en 1972 ; p. 117).

La détermination des extrémistes renforcée

Ce contexte de crise aiguë renforça la détermination des extrémistes que S. Allende avait choisis — nous l'avons vu plus haut — pour le seconder. F. Francou souligne :

On ne songeait plus, comme on l'avait envisagé au début, à obtenir l'adhésion politique des masses hésitantes en donnant satisfaction à leurs besoins économiques. Les jeux étaient désormais faits ; les camps, irréductibles, s'étaient constitués. On ne pouvait plus attendre patiemment que le suffrage universel vint donner au gouvernement la majorité qui lui faisait défaut au Parlement et dans le pays pour imposer légalement les transformations exigées par le passage au socialisme. Au contraire, face aux difficultés économiques grandissantes, on s'efforçait de précipiter le mouvement vers l'irréversible. Comme le disait le ministre de l'Économie, Carlos Matus, dans la revue allemande *Der Spiegel*, en octobre 1972 : « Si le gouvernement précédent s'était trouvé dans la situation économique qui est la nôtre, il serait déjà en train d'agoniser. Mais nous avons réussi à poser des actes irréversibles, et les difficultés économiques passagères ne peuvent nous affecter. Nous pouvons nous tromper en gouvernant, mais nous sommes devenus les seuls à pouvoir gouverner le pays » [pp. 118-9].

Le gouvernement viole les règles de la démocratie

Mus par leurs impératifs idéologiques, les individus au pouvoir ne se souciaient plus de respecter le jeu démocratique. En mai 1972, la Centrale Unique des Travailleurs or-

ganisa des élections pour désigner ses représentants ouvriers. F. Francou écrit :

[...] le dépouillement du scrutin dura plus d'un mois, ce qui facilita les tripotages. Un ouvrier me raconta qu'il avait dû alors donner sa démission de son parti, celui-ci lui ayant demandé de soustraire un sac de votes défavorables ; un autre, que les bulletins de son atelier ne furent jamais décomptés [p. 128].

En outre, le grand gagnant des élections fut le cheminot Ernesto Vogel, de tendance « démocrate-chrétienne », qui « *avait recueilli, au niveau national, le plus de voix dans le pays, et aurait dû, selon les règles démocratiques, être appelé à la présidence [de la CUT]. Il dut se contenter d'être un vice-président décoratif* » (Id.).

Dans les usines nationalisées, les techniciens compétents étaient remplacés par des hommes « *mieux doués pour l'action "conscientisante" ou idéologique. Les ouvriers qui manifestaient ouvertement en faveur de l'opposition étaient éliminés des postes de responsabilité* » (pp. 123-4).

Premières grèves massives et premiers graves actes de violence

Le gouvernement décrétait également l'expropriation de certains patrons d'entreprises. Ces mesures autoritaires furent à l'origine de la première grève massive que connut le pays : celle des camionneurs en octobre 1972.

Les transporteurs constituaient [...] une corporation puissante, jalouse de son indépendance, formée surtout de petits patrons qui étaient à la fois propriétaires, chauffeurs et mécaniciens de leur véhicule. En défendant leur propriété, ils défendaient leur travail et leur gagne-pain quotidien, sans avoir la ressource, comme les grands chefs d'entreprise, du compte en banque à l'étranger et donc d'un exil commode, en cas d'expropriation. Lorsqu'ils virent la menace se préciser, il réagirent avec vigueur par des grèves qui ébranlèrent le régime en paralysant le pays [p. 94].

Cette grève vit les premiers actes de violence graves commis dans le pays. En juin 1971, déjà, l'ancien vice-président de la République, Edmundo Perez Zujovic, avait été assassiné par des extrémistes de gauche du VOP (avant-garde organisée du peuple ; p. 80). Mais cet attentat n'avait pas eu de suites. La grève des camionneurs, en revanche, vit l'apparition de « *commandos extrémistes* » qui, « *sous l'œil protecteur des policiers* », venaient s'efforcer de dégager les camions des grévistes sans armes. Des coups furent tirés et deux camionneurs furent tués par les forces de police (p. 94). Afin de casser ce mouvement de protestation et rétablir son autorité, S. Allende fit appel à... l'armée et l'invita même à siéger au gouvernement (pp. 146-7). D'après F. Francou :

Octobre 1972 fut [...] un moment décisif. La scission du pays se manifesta au grand jour. Même si les ouvriers d'opposition se maintinrent au travail, ce ne fut pas par solidarité ouvrière, mais uniquement parce qu'ils se sentaient minoritaires et incapables d'agir. Désormais, le climat se durcit. Tout le monde se sentit engagé, ligué d'un côté ou de l'autre, jusqu'au dénouement décisif [...]. Les jeux étaient faits, l'épreuve de force allait commencer. Toutes les issues démocratiques allaient se fermer une à une au milieu de la paralysie des institutions. Resterait une seule voie, d'une côté comme de l'autre : l'insurrection [pp. 139-40].

La situation économique continue à se détériorer

L'année 1973 vit la situation s'aggraver davantage. D'août 1972 à août 1973, l'inflation dépassa les 300 % (p. 116). Le pouvoir d'achat chuta au point qu'avec son salaire mensuel, l'ouvrier achetait quatre fois moins de produits alimentaires en septembre 1973 qu'en septembre 1970 (p. 117). On annonçait en outre une baisse de la production agricole de 16 à 17 % et une augmentation des importations alimentaires, celles-ci devant s'élever à 650 millions de dollars (p. 118). F. Francou écrit :

La crise du ravitaillement se faisait chaque jour davantage sentir. Les ménagères ou les enfants se levaient parfois, et de plus en plus souvent, à quatre heures du matin pour faire la « queue » devant les magasins, sans être toujours sûrs d'obtenir, avec ou sans ticket, le produit convoité. Nombreuses étaient les personnes, femmes et enfants surtout, qui passaient une moyenne de trois ou quatre heures par jour dans les files d'attente [p. 81].

Affrontements violents

Dans cette ambiance délétère :

Les crimes politiques, au fil des mois, s'étaient multipliés, frappant surtout les partisans de l'opposition. La justice n'était pas faite et les enquêtes se perdaient dans les sables... Semaine après semaine la tension montait, le climat des manifestations se faisait plus lourd [...]. Le centre de Santiago était le théâtre d'affrontements continuels entre les forces de l'ordre et les étudiants et lycéens d'opposition. [...] de paisibles quartiers populaires étaient troublés, la nuit, par l'affrontement des bandes rivales de jeunes des deux blocs se mesurant à coups de pierre, de « cocktail-molotov », parfois à coups de feu [pp. 80-1].

Grèves, meurtres politiques, coup d'état manqué, paralysie totale des institutions

Le régime de S. Allende agonisait. Sa chute était proche.

En mars 1973, les élections législatives furent marquées par le net recul des partis de l'Unité populaire, - 7% (p. 136).

Un mois plus tard, survint la grève des mineurs. Sur douze mille ouvriers, huit mille se mirent en grève pour exiger l'application de l'échelle mobile (obtenue sous le gouvernement précédent), une augmentation des salaires (promise par S. Allende et tenue pour les mineurs du Nord ; p. 93). Une nouvelle fois, le gouvernement fit appel à l'armée pour casser le mouvement. Il embaucha en outre du personnel

de remplacement, licencia les grévistes et refusa de réintégrer les dirigeants (p. 93).

En mai 1973, S. Allende opposa son veto à la loi sur les expropriations votée par le Parlement (démocrate-chrétien). Conformément aux règles constitutionnelles, le président de la République aurait alors dû recourir à l'arbitrage du peuple par référendum :

C'est du moins ce que lui signifia le Conseil constitutionnel, où cependant il comptait une majorité d'amis. Mais il refusa la seule possibilité légale offerte par la constitution, s'empêtra dans une querelle avec la « Controlaria » en prétendant n'édicter de la loi que la partie qui lui convenait, abandonnant ainsi la dernière carte juridique dont il disposait avant d'être entraîné vers l'épreuve de force [pp. 144-5].

En juin 1973, le dialogue entre le gouvernement et le pouvoir judiciaire se rompit, à la suite d'un violent échange de lettres entre le président de la Cour suprême et S. Allende :

La Cour dénonçait l'hostilité que lui manifestait le gouvernement, en la censurant publiquement et en refusant d'appliquer ses jugements, qui devaient, arguait-il, « se soumettre aux nécessités politiques ».

C'était une allusion aux nombreuses décisions de justice qui avaient été prises en faveur de la restitution d'entreprises, et auxquelles le gouvernement refusait de donner suite en prêtant la force publique aux tribunaux, ainsi que la loi l'y obligeait. Ce à quoi Allende avait répondu qu'il était seul juge et maître de l'emploi des forces de police (p. 145).

Le 29 juin 1973, une tentative de coup d'état militaire échoua. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les officiers supérieurs n'y étaient pour rien (p. 148) ; c'est d'ailleurs l'armée qui, le soir, eut raison des insurgés (p. 150).

Cette tentative de renversement du pouvoir en place eut pour conséquence un regain de tension. Les préparatifs

pour une guerre civile se renforcèrent. Dans les usines, des armes furent distribuées « *presque ouvertement* » (pp. 83 et 151).

Dans les entreprises, des ouvriers, inconnus de leurs camarades, avaient été récemment embauchés, et se livraient sur place, la nuit, à des activités suspectes. D'autres fabriquaient, sur d'innocentes machines-outils, des armes de fortune [p. 83].

Ces armements venaient compléter ceux qui, depuis 1972, au lendemain de la visite de Fidel Castro, arrivaient clandestinement au Chili, en provenance de Cuba principalement. Des caisses d'armes avaient été entreposées dans la résidence du Président de la République et la garde personnelle renforcée de S. Allende, composée de militants du MIR, s'était préparée à soutenir un siège en règle (p. 151). Dans le Sud du pays, certaines propriétés agricoles frontalières saisies par l'État étaient devenues des centres d'entraînement à la guérilla pour les éléments du MIR (p. 129). Enfin, un Front révolutionnaire avait été créé, qui regroupait surtout des ouvriers réunis en « cordons industriels » ; puissamment armés, ceux-ci devaient être prêts à intervenir pour bloquer les entrées de la ville en se concentrant sur la résidence de S. Allende en cas de nouvelle tentative de coup d'état (p. 150).

Le 22 août 1973 survint la rupture définitive avec le Parlement :

Un document, signé par la majorité des parlementaires, avait été envoyé au président de la République. C'était un véritable réquisitoire. Il ne proclamait pas l'illégitimité du pouvoir, comme l'avait souhaité le Parti national, mais dénonçait les illégalités sans nombre commises sous la responsabilité du président de la République [pp. 144-5].

Une majorité du peuple attend un secours de l'armée

F. Francou poursuit :

Le blocage des institutions était donc total, l'impasse absolue. Dans un pays troublé par l'anarchie continue et où la pénurie sévissait, tout le monde, d'un côté comme de l'autre, appelait la décision et ne la voyait plus que dans l'épreuve de force. La guerre civile dont on avait brandi la menace n'était plus seulement imminente, elle s'installait peu à peu dans le pays, à travers des attentats et des assassinats chaque jour plus nombreux [...]. Depuis quelques temps, on ne parlait plus de guerre civile, puisqu'on y était [pp. 145-6].

Début septembre, la pénurie était telle que femmes et enfants commencèrent à camper des nuits entières, à la lueur d'un brasero, devant les boulangeries. S. Allende annonça qu'il n'y avait plus que trois jours de farine pour le ravitaillement du pays (p. 84).

Pour l'opposition en grande majorité désarmée, subissant la menace des « *factions de gauche* » et « *ayant épuisé tous les recours que lui donnaient la loi et les libertés pour faire fléchir [...] la volonté du gouvernement minoritaire* », seul restait l'espoir d'une intervention de l'armée (p. 146) :

[L'armée] était devenue « son espoir suprême et sa suprême pensée ». Une majorité des Chiliens désiraient tout haut ce que les parlementaires d'opposition n'osaient espérer qu'à voix basse : que les militaires prennent le pouvoir [p. 146].

Le 10 septembre, pressé par des amis qui sentaient l'imminence d'un soulèvement, S. Allende accepta l'idée d'un référendum (p. 144). C'était trop tard. Le lendemain, l'armée intervint ; S. Allende fut assassiné.

Bien qu'en majorité favorable au Président, la classe ouvrière, « *décue, lasse et désespérée* », ne répondit pas aux appels des députés de l'Unité populaire qui, le 11 septembre, firent le tour des usines pour appeler à la

résistance (p. 156). A l'usine Fensa, les salariés refusèrent de recevoir les armes qu'on leur apportait (*Id.*).

Contre le désinformation

Ce long exposé permet de contrer la campagne de désinformation qui est orchestrée depuis deux ans sur le Chili et de réfuter l'accusation selon laquelle A. Pinochet serait venu apporter la répression, la torture et la mort dans un pays où régnait la paix, le respect du Droit et la prospérité¹. De plus, il permet de comprendre la répression qui suivit le coup d'état du 11 septembre 1973. Les généraux savaient que des factions d'extrême gauche organisées et armées existaient dans le pays ; ces groupes déterminés, bénéficiant du soutien de Cuba, auteurs de nombreux attentats et meurtres à caractère politique, pouvaient compromettre la sécurité du nouveau régime. Dès lors, on ne sera pas surpris que des arrestations en masse aient eu lieu (comme celles survenues à l'usine *El Progreso*) suivies de détentions arbitraires et, parfois, de meurtres. Comme toujours dans les périodes troublées, lorsque des régimes sont renversés dans la violence, les citoyens considérés à tort ou à raison comme « suspects » paient un lourd tribut ; la Révolution française (avec ses massacres de septembre 1792 notamment) et la Révolution bolchevique (avec ses arrestations et ses massacres de « bourgeois », de militaires et de prêtres...) sont des exemples bien plus terribles que les événements du Chili, où le régime aurait commis 3 000 « assassinats ».

¹ Voy., par exemple, le communiqué de presse du Grand Orient de France en date du 3 novembre 1998 : « *De nombreux Francs-Maçons, et au premier chef notre Frère Salvador Allende, ont payé de leur vie leur attachement aux libertés et leur foi dans le progrès. En bafouant la démocratie, en piétinant les droits inaliénables de la personne humaine, le général Pinochet ajoute à ses innombrables crimes la trahison de ses engagements aux valeurs fondamentales de la Franc-Maçonnerie chilienne à laquelle il aurait brièvement appartenu* » (<http://www.godf.org>)

Or, ceux qui réclament le jugement du général Pinochet ne condamnent ni la Révolution française, ni le communisme et ne demandent pas la poursuite des vieux staliniens encore vivants, ce qui est une preuve de leur duplicité.

On me répondra que les arrestations et les meurtres se sont poursuivis bien après 1973. Sans doute, mais il faudrait connaître leurs circonstances exactes et la personnalité des victimes. Car à qui fera-t-on croire que l'agitation communiste a brutalement cessé au Chili après 1973 ? Les nombreux coups d'état survenus en Amérique Latine durant ce siècle et l'exemple du Sentier lumineux au Pérou, responsable de milliers de crimes, démontre que sur ce continent resté très longtemps instable, les régimes ont dû se défendre contre les agitateurs. Connaissant l'histoire de son pays, Margaret Thatcher a eu l'honnêteté d'admettre que le général Pinochet avait pris des décisions qui « *s'imposaient en cas de crise* » (voy. <http://lemonde.fr/article>).

Moralité

La cas du général Pinochet met en lumière la désinformation et l'hypocrisie qui règne dans les sociétés politiquement correctes. Nous devons donc refuser de soutenir les actions que pourra entreprendre la communauté internationale contre tel ou tel gouvernement qualifié de criminel. En effet le mobil n'est jamais l'amour de la Justice — qui se confond avec la Vérité —, mais la volonté d'affermir le pouvoir de Big Brother en faisant disparaître ce qui lui résiste ou ce qu'il considère comme représentatif de valeurs anachroniques.

Les exemples de la guerre du Golfe et du pilonnage de la Yougoslavie sont, à ce sujet, très révélateurs. Loin de rétablir la justice ou de protéger la vie des individus, il s'agissait de placer Big Brother au-dessus des lois.

Irak et Kosovo : quand l'humanitaire est utilisé pour placer Big Brother au dessus des lois

Irak, une guerre déclarée en violation de la Charte des Nations Unies

Dans un magistral exposé du 14 juin 1991, Miguel A. D'Estefano, professeur de droit international à l'Université de la Havane (Cuba) a démontré que la résolution 678 de l'ONU, qui avait permis aux Etats-Unis et à leurs alliés d'agresser l'Irak, violait gravement les articles 33 à 38, 43 à 48 et 52 à 54 de la Charte des Nations Unies¹.

Dans cette affaire, toutefois, les apparences avaient été sauvegardées. L'illégalité de la guerre était masquée par une résolution de l'ONU. Il n'en fut plus de même au Kosovo, où les Etats-Unis et leurs alliés agressèrent un pays sans mandat international. Comment parvinrent-ils à se justifier ? En parlant de prétendus massacres de masse et en invoquant « l'exigence humanitaire ».

Kosovo : les mensonges de la propagande démasqués

Le 30 juin 1999, j'avais dénoncé les mensonges de la presse occidentale à propos du prétendu génocide des Kosovars qui aurait été commis par des troupes irrégulières aux ordres du gouvernement yougoslave. Qualifiant les informations données par les journalistes de « propagande », j'avais écrit :

[Cette propagande] débuta le 28 mars [1999], lorsqu'il devint évident que, loin de sauver la situation, les bombardements aériens ne faisaient, au contraire, que précipiter l'exode des Kosovars. Afin de détourner l'attention du public et d'innocenter l'Otan, nos dirigeants prétendirent rejeter la faute sur les Ser-

¹ Voy. la « Commission d'enquête internationale sur les crimes de guerre commis par les Etats-Unis lors de la guerre dans le Golfe ». Rapport, session de Bruxelles, 13-15 juin 1991, pp. 81-5.

bes en parlant de « génocide » et en prétendant que les centaines de milliers de réfugiés fuyaient ce « génocide ». Le 28 mars, ainsi, le ministre allemand de la Défense parla d'un « **début de génocide** » (voy. *Le Soir*, 29 mars 1999, p. 1). Le fait qu'il se soit agi d'un Allemand n'était pas dû au hasard, car dans l'esprit des foules, personne — excepté les Juifs — n'est mieux placé pour parler d'« Holocauste ». Puis ce furent les manchettes terribles vues dans la presse occidentale. Le 30 mars, *Le Monde* titra sur quatre colonnes : « **Des réfugiés racontent "l'enfer du Kosovo"** » ; trois jour plus tard, *Le Soir* titra sur cinq colonnes : « **Récits terribles du nettoyage ethnique qui vide le Kosovo** ». Le 7 avril, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annane et le secrétaire américain de la Défense William Cohen parlèrent à leur tour de « **génocide** » au Kosovo : « **L'Otan lutte contre un génocide** » lança ce dernier¹.

La baudruche se dégonfle

Or, fin juin, *Le Figaro* fut contraint d'admettre : « *il ne s'est pas produit de génocide, contrairement à ce qu'avaient imprudemment annoncé certains au début du conflit* » (Voy. *Le Figaro*, 22 juin 1999, p. 4, col. E). La baudruche se dégonflait ! Les K. Annane et autres W. Cohen nous avaient menti.

Ces démentis n'étant guère susceptibles d'être remis en question, les partisans du pilonnage de la Yougoslavie furent contraints de reculer. Le 23 juin 1999, ainsi, Antoine Garapon, magistrat, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit* et président du Comité Kosovo, déclara :

Le crime contre l'humanité ne se confond pas avec le génocide. Les Serbes n'ont pas commis de génocide au Kosovo².

¹ « *un génocide peut être en cours au Kosovo* » déclara K. Annane [voy. *Le Soir*, 8 avril 1999, p. 5] ; « *L'Otan lutte contre un génocide* » lança W. Cohen.

² Voy. *Télérama*, 23 juin 1999, p. 18, col. A.

A. Garapon n'hésitait toutefois pas à prétendre que plusieurs centaines de milliers de Kosovars avaient été massacrés : « *On ne peut pas mettre sur le même pied le probable millier de victimes serbes et les centaines de milliers de Kosovars massacrés* » lançait-il avec aplomb au journaliste qui l'interrogeait (*Ibid.*, p. 17, col. C).

Or, cinq mois plus tard, le médecin espagnol envoyé sur les lieux pour enquêter, Emilio Perez Pujol, déclara qu'au lieu des 100 000 corps présumés, il en avait trouvé 2 500¹. Les chiffres d'A. Garapon venaient d'être divisés par... quarante.

Les occupants du Kosovo élargirent alors les recherches sur le terrain. Deux mois plus tard, cependant, celles-ci n'avaient pas donné les résultats escomptés. Lorsque, le 20 janvier 2000, le procureur du Tribunal Pénal International, M^{me} Del Ponte, prit la parole devant des journalistes à Bruxelles, elle n'avança aucune nouvelle estimation, se bornant à évoquer 526 charniers identifiés, dont 300 n'avaient pas encore été ouverts².

Allait-on découvrir, dans ces fosses communes encore closes, les 97 500 corps manquants ? Un premier élément de réponse nous parvint le 19 août. Sous le titre : « L'OTAN aurait surestimé les victimes des forces serbes au Kosovo », *Le Monde* informait ses lecteurs que, outre les 2 018 corps exhumés l'an passé dans 195 « sites » (ce qui faisait environ 10 corps par fosse commune : on était loin des charniers de Katyn...), 618 corps répartis sur 150 sites (soit de 4 corps par site !) avaient été découverts pendant l'hiver³. On comprenait alors le silence gêné observé huit mois plus tôt par le procureur du TPI. De façon évidente, les gigantesques massacres de Kosovars par les Serbes n'avaient jamais eu lieu.

Le lendemain, toutefois, le Tribunal pénal international pour la Yougoslavie démentit ces informations. Son porte-

¹ Voy *De Standard*, 2 novembre 1999, p. 5, col. A.

² Voy *Le Soir*, 21 janvier 2000, p. 8, col. D.

³ Voy *Le Monde*, 19 août 2000, p. 26.

parole, Paul Risley, précisa que si 3 000 corps avaient déjà été retrouvés, les recherches allaient se poursuivre jusqu'en octobre et que « *les enquêteurs travaillaient toujours sur la base d'un chiffre d'« environ 11 000 disparus » évoqué juste après la guerre en 1999* »¹.

Nous ignorons sur quoi se fonde cette dernière estimation. A supposer que les 526 charniers identifiés contiennent en moyenne 10 corps — ce qui peut paraître élevé car les 345 « sites » déjà fouillés en contiennent en moyenne 7,6 — on sera en présence d'environ 5 300 victimes.

Cependant admettons. Oui, admettons que 11 000 corps soient retrouvés, imputables à des massacres perpétrés par les Serbes. Nous en déduirons que les hommes de S. Milosevic ont, en plusieurs mois, tué neuf fois moins de Kosovars que les Alliés n'ont tué d'Allemands en une seule nuit à Hambourg (100 000 victimes). Les Etats-Unis et leurs alliés restent donc, avec leur immense potentiel de guerre, les plus grands massacreurs du XX^e siècle.

Les crimes de guerre des Etats-Unis et de leurs alliés

Certaines informations, d'ailleurs, ont filtré, qui laissent supposer que, comme en Allemagne et dans le Pacifique dans les années 40, comme au Vietnam dans les années 70 et comme en Irak en 1990, les Alliés emmenés par les Etats-Unis ont commis des crimes de guerre. En juin 1999, ainsi, l'hebdomadaire espagnol *Articulo 20* publia l'interview d'un pilote espagnol, Adolfo Luiz Martin de la Hoz, qui avait participé au pilonnage de la Yougoslavie. Ce militaire démentait les allégations répétées selon lesquelles les bombardements d'objectifs civils étaient accidentels : « *Nos colonels ont plusieurs fois protesté auprès des autorités de l'OTAN en leur demandant pourquoi elles sélectionnaient des cibles qui n'étaient pas des cibles militaires* ». Plus loin, il évoquait des consignes secrètes ordonnant de jeter des mi-

¹ Voy. *Le Monde*, 20-21 août 2000, p. 4.

nes antipersonnel au-dessus des villes de Pristina et de Nis. Révolté par son expérience, il lançait :

Aucun journaliste [occidental] n'a la moindre idée de ce qui se passe en Yougoslavie. Ils sont en train de détruire le pays, le bombardant avec des armes nouvelles, des gaz toxiques qui attaquent les centres nerveux, des mines larguées avec des parachutes, des bombes contenant de l'Uranium, du napalm noir, des produits chimiques stérilisants [...]. Les Américains sont en train de commettre l'une des plus grandes barbaries qui puissent être perpétrées contre l'humanité [...].

Soyez certains que je ne dis pas cela pour me disculper et pour entonner un *mea culpa* parce que j'y ai participé ; en effet, je ne serai jamais capable d'oublier que ce qui a été commis là-bas était l'une des plus grandes sauvageries de l'Histoire¹.

Lorsque, en juin 2000, un petit groupe international de juristes, mené par le canadien Michael Mandel, professeur de droit, porta plainte contre l'OTAN auprès du TPI pour crimes de guerre, les autorités gardèrent tout d'abord un silence gêné (« *Au siège de l'OTAN, M^{me} Del Ponte a [...] à peine évoqué la question* »²) ; puis elles déclarèrent... qu'aucune enquête ne serait menée : « *Au siège du TPI, lit-on dans Le Soir, on affirme que celui-ci a statutairement la juridiction pour se pencher sur ce cas et l'on confirme l'existence du dossier. "Mais il ne s'agit en aucune façon d'une enquête en bonne et due forme", précise Paul Risley, porte-parole du procureur. Dans l'entourage de Carla Del Ponte, on se dit convaincu que cette "première étape en restera là" (Id.).*

Si, vraiment, cette plainte n'avait eu aucun fondement, les autorités n'auraient pas perdu l'occasion de la dénoncer publiquement, preuves à l'appui.

¹ Article d'*Articulo 20* cité sur Internet. <http://www.codoh.com>.

² Voy. *Le Soir*, 21 juin 2000, p. 8

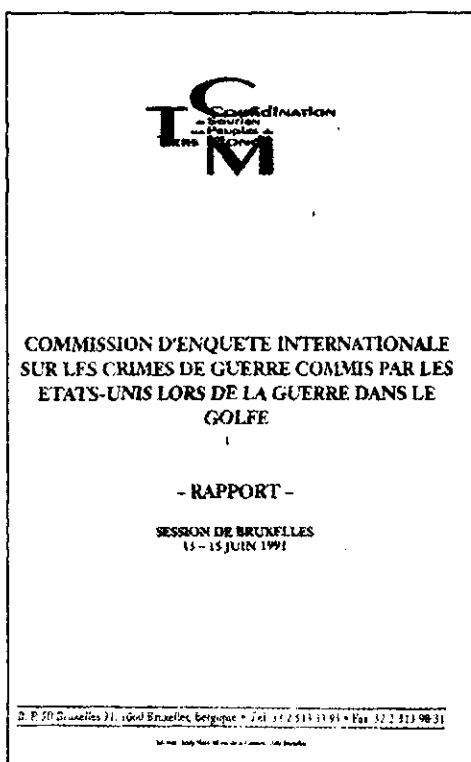
Les mêmes méthodes sont appliquées depuis 1945

Depuis 1945, donc, les méthodes n'ont pas changé : tout ce qui peut accabler le vaincu (même s'il s'agit de purs mensonges) reçoit une publicité colossale ; tout ce qui peut accabler le vainqueur, notamment les dossiers établis par le vaincu ou des juristes indépendants, reste caché et se trouve condamné à moisir dans les rayons oubliés de quelques bibliothèques d'archives. Aujourd'hui, par exemple, qui connaît l'épais dossier sur les crimes de guerre des Alliés en Irak ?

*Les crimes occultés
commis contre les Serbes*

Sachant qu'on nous cache les crimes de guerre des vainqueurs, les quelques informations qui filtrent à propos des crimes anti-serbes com-

mis actuellement au Kosovo prennent un relief tout particulier. Comme d'habitude, les journalistes « aux ordres » minimisent. Le 15 septembre, ainsi, l'un d'entre eux interrogea M^{me} Del Ponte à propos d'une enquête menée par le Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie « *sur de possibles exactions commises par l'UCK* ». Le procureur se contenta de répondre que les investigations portaient sur « *cinq épisodes très graves* » mais que, faute de pouvoir interroger les « *survivants serbes* », le travail s'en trouvait ra-



lenti¹. Aucune précision n'était donnée sur ces « *cinq épisodes très graves* ». S'agissait-il d'attentats qui avaient causé des morts ? Les termes utilisés par C. Del Ponte (« *survivants serbes* ») le laissaient supposer. Quelques semaines auparavant, d'ailleurs, *Le Monde* avait informé ses lecteurs que, le 18 août 2000, neuf enfants serbes qui jouaient au volley-ball dans un village non loin d'Obilic avaient été victimes d'un attentat à la grenade. Deux projectiles explosifs avaient été lancés d'une voiture sur le terrain de sport (voy. *Le Monde*, 20-21 août 2000, p. 3). Neuf mois plus tôt, *Ouest-France* avait évoqué un autre attentat à la grenade, commis dans un bar de Vitina et qui avaient fait dix blessés, dont deux grièvement, « *tous [...] des Serbes* » (voy. *Ouest-France*, 29 décembre 1999, p. 6). Le journal ajoutait :

Depuis l'arrivée des forces de l'OTAN, en juin, les Serbes et les Roms sont les victimes quasi quotidiennes des Albanais de la province. Quelque 250 000 non-Albanais ont fui, ceux qui sont restés sont regroupés dans des enclaves.

C'était avouer qu'un véritable climat de terreur existait dans la région, provoquant l'exode des Serbes et des Roms. Dès le 30 juin 1999, cette terrible réalité avait été dénoncée par l'*Hebdo*, sous le titre : « Kosovo : nos soldats complices du génocide des Serbes ».

Dès lors, on ne saurait écarter d'un revers de la main les documents alarmants diffusés par le Consulat de la République yougoslave en France (208 rue Vendôme, F-69003 Lyon) sur les exactions de l'UCK au Kosovo. En France, le mensuel du Parti « Français Chrétiens », *Le Précurseur* (B.P. 202, F-64032 Orthez Cx), en a reproduit un certain nombre, que nous reproduisons à notre tour (voy. annexe).

¹ « — Et où en est votre enquête sur de possibles exactions commises par l'UCK ? »

L'enquête qui porte sur cinq épisodes très graves était bien partie. Malheureusement, nous n'avons pas accès aux témoins, aux survivants serbes réfugiés en Serbie, ce qui ralentit notre travail » (voy. *Le Soir*, 16-17 septembre 2000, p. 2).

Certes, de tels documents doivent être pris avec prudence. Car même si les cas qu'ils mentionnent ne sont pas issus de simples rumeurs, resterait à connaître les circonstances exactes de chaque fait. Mais, je le répète, les quelques informations qui ont filtré dans la presse occidentale nous convainquent qu'une véritable « Épuration » se déroule actuellement au Kosovo et que les « cinq épisodes très graves » mentionnés par C. Del Ponte représentent la seule face émergée de l'iceberg.

Ce fait était prévisible et, dès le début, des personnes opposés à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie l'avaient prévu. Le 8 avril 1999, ainsi, Paul-Marie de la Gorce avait écrit :

La seule solution juste [au Kosovo] serait un règlement politique entre les deux communautés [serbe et albanaise]. Mais c'est exactement le contraire que nous voyons aujourd'hui : la guerre exacerbe les haines, détruit les chances de rapprochement, reporte à beaucoup plus tard l'espoir de relations pacifiques, et compromet d'avance les solutions qu'on aurait pu trouver [XXX : Voy. *Témoignage chrétien*, 8 avril 1999. Cité par *La Grosse Bertha*, n° 1, mai 1999, p. 4, encadré].

Moralité : Big Brother désormais au-dessus des lois

L'intervention de l'OTAN en Yougoslavie se solde donc, sur le plan humain, par une faillite. Le Kosovo n'a pas été pacifié, bien au contraire ; à l'heure actuelle, des attentats, des crimes et des massacres s'y commettent chaque jour.

Mais nos mondialistes s'en moquent. Les paix catastrophiques sur le plan humain ne le gênent nullement : rappelons-nous 1918 et, surtout, 1945, ces millions d'innocents expulsés sans rien, ces hommes torturés, ces femmes et ces filles violées, ces enfants morts de froid, ces prisonniers morts de faims dans les camps d'Eisenhower.

L'humanité, les mondialistes n'en ont cure. Chaque guerre qu'ils mènent a un double objectif :

A) Détruire — ou affaiblir durablement — des régimes qui, refusant les dictats mondialistes (les régimes nationalistes notamment), les gênent. Le 13 juin 1991, ainsi, Jean-Philippe Peemans, professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique) a déclaré :

La crise et la guerre du Golfe peuvent se comprendre dans ce contexte global de réseaux transnationalisés dont l'Irak ne fait plus partie puisque l'Iran s'est normalisé. Les pays du Golfe font partie du réseau, Israël également, et le régime irakien, avec son régime nationaliste populiste, est devenu anachronique et dangereux, donc il doit être éliminé¹.

A l'heure actuelle, l'Irak reste mis au ban des nations et la communauté internationale ne révisera sa position qu'une fois Saddam Hussein et son parti écartés du pouvoir. Même chose pour la Serbie. Le 18 septembre, l'Union européenne a promis « *de réintégrer [le pays] dans la communauté internationale, de lever les sanctions et de lui fournir une aide économique* » à condition que S. Milosevic soit battu lors des prochaines élections².

B) Consolider le pouvoir de Big Brother en le plaçant au-dessus des lois. En 1945 à Londres, les vainqueurs de l'Allemagne ont réussi à entamer la notion de souveraineté nationale, préparant ainsi l'abolition des frontières. En 1991 en Irak puis en 1999 au Kosovo, ils se sont arrogés le droit de faire la guerre illégalement, c'est-à-dire d'agresser qui ils veulent et quand il le veulent. A. Garapon le dit sans ambages :

L'intervention occidentale [en Yougoslavie] ne pouvait se prévaloir d'aucune base légale et pourtant elle était légitime. Cette tension entre légalité et légitimité est d'ailleurs l'une des données du siècle prochain [Télérama, 23 juin 1999, p. 18, col. A].

¹ Voy. le Rapport de la « Commission d'enquête internationale sur les crimes de guerre... », déjà cité, pp. 58-9.

² Voy. *Le Soir*, 19 septembre 2000, p. 10.

Ce qui, en clair, signifie : peu nous importent les lois, on a le droit d'agir puisque c'est pour la bonne cause, puisque nous sommes les « bons » et eux les « méchants ». Désormais plus aucun Pearl Harbour ne sera nécessaire pour déclarer la guerre. Big Brother décidera autoritairement qui doit être pilonné et quand. Et la communauté internationale agira, au nom de la « conscience humaine » qui implique l'« exigence humanitaire ».

Les dérives de la Justice internationale

Ce mépris pour les lois et le retour à des méthodes que l'on croyait disparues se constate également lorsqu'il s'agit des « criminels contre l'humanité » recherchés par la Justice (?) internationale. Après avoir inventé « *l'acte d'inculpation secret* » (l'individu recherché ignore qu'il l'est...) le Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie a encouragé les troupes de l'OTAN « *à laisser le terrain libre aux chasseurs de primes, alléchés par les 5 millions de dollars [...] de récompense offerts par les autorités américaines en cas de capture de Karadzic, Mladic ou Milosevic* »¹.

On me répondra que ces initiatives resteront lettre morte. Erreur. Momir Talic, un haut gradé serbe, contre lequel un acte d'accusation secret avait été rédigé, a été arrêté « *alors qu'il participait à Vienne à une conférence de l'OSCE* » (*Id.*). Quant à l'ancien chef de la Police serbe, Stevan Todorovic, il a été arrêté après que les troupes de la SFOR (détachées par l'OTAN) aient utilisé les services de chasseurs de primes. Sachant que les autorités militaires ont « *refusé de remettre au Tribunal des documents relatifs à [cette] arrestation* » (*Id.*), on pressent que celle-ci s'est déroulée dans des conditions peu avouables. Selon son avocat, S. Todorovic aurait été littéralement kidnappé en Serbie par des chasseurs de primes avant d'être illégalement livré à la SFOR, en Bosnie (*Id.*). Il a donc fait appel devant le Tribunal

¹ Voy. *Le Soir*, 9-10 septembre 2000, p. 8

afin que son client soit remis en liberté. Les magistrats ont rejeté sa demande en prenant comme précédent... la capture d'Adolf Eichmann en 1960 sur le sol argentin par des agents israéliens. A l'époque, la Justice israélienne avait également refusé de suivre les avocats qui demandaient la remise en liberté de l'accusé pour cause d'arrestation illégale (*Id.*).

Holocauste : fondement de la Justice internationale

L'affaire S. Todorovic est donc très intéressante, car elle confirme que la Justice internationale et les illégalités commises en son nom par les sbires de Big Brother trouvent leur justification dans le prétendu Holocauste. Cette vérité n'est d'ailleurs nullement contestée, bien au contraire. Sous le titre : « La justice internationale, une idée qui fait son chemin », un journaliste du *Soir* a écrit :

Il a fallu le traumatisme de l'Holocauste pour que l'humanité réclame justice. L'acte fondateur d'une justice internationale est signé par la création des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo chargés de juger les crimes commis par les nazis et par les Japonais avant et pendant le second conflit mondial¹.

Si le mythe de l'Holocauste s'effondrait, la caractère scandaleux des procès éclaterait en plein jour et le fondement même de la Justice internationale serait irrémédiablement atteint.

Dès lors, on comprend l'acharnement des autorités contre les révisionnistes. Les interdictions professionnelles, les procès, les saisies, les amendes, la prison et les coups n'ayant pas suffi, verra-t-on un jour les libres chercheurs, ou ceux qui les soutiennent activement, enfermés dans des asiles psychiatriques ? Cette éventualité n'est plus à exclure après le jugement rendu dans l'affaire Lewkowicz.

¹ Voy. *Le Soir*, 9-10 septembre 2000, p. 8

Affaire Lewkowicz : à quand l'asile psychiatrique pour tous les révisionnistes ?

Le 8 septembre dernier, les juges de la XVII^e chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris ont rendu leur verdict dans l'affaire Henri Lewkowicz. Ce petit-fils de déportés morts dans les camps était poursuivi pour avoir déclaré, sur les ondes de *France-Inter* : « *Les chambres à gaz, ce n'est pas un détail, c'est un bobard* » (voy. *VHO Informations* n° 13-14).

H. Lewkowicz a été condamné à : trois mois de prison avec sursis assortis de deux ans de mise à l'épreuve, 500 FF d'amende, 1 FF de dommages et intérêts à chaque association partie civile et... l'obligation de se soumettre à des examens psychiatriques avec devoir de suivre le traitement qui pourra être décidé par les médecins, ce traitement pouvant aller jusqu'à l'hospitalisation.

Pour la première fois, donc, un révisionniste risque l'internement dans un hôpital psychiatrique.

Naturellement, on pourra me répondre que le condamné mène une vie solitaire dans une maison délabrée sans eau chaude ni confort et qu'il respecte les animaux au point de ne jamais manger de viande et de ne pas détruire les toiles d'araignées dans son intérieur. C'est exact, mais si H. Lewkowicz était passé en jugement pour une affaire sans rapport avec le révisionnisme (vol, infraction au code de la route...) gageons que jamais les magistrats ne lui auraient ordonné d'aller consulter un psychiatre.

Le jugement qui frappe H. Lewkowicz est donc très inquiétant. Se fondant sur ce précédent, les magistrats qui seront amenés à juger des libres chercheurs pourront toujours trouver, dans leur passé ou dans leur mode de vie, des éléments qui, associés au révisionnisme, seront qualifiés d'indices de folie. Ils les condamneront alors à se faire examiner par des psychiatres, jusqu'au jour où, l'étau du politiquement correct étant suffisamment resserré, ces der-

niers — par peur de déplaire aux puissants ou par intime conviction — décideront l'internement.

Quand les sbires de Big Brother prétendent découvrir les désirs criminels inavoués

Ce sera d'autant plus facile qu'aujourd'hui, les chantres du politiquement correct prétendent décrypter les discours ou les centres d'intérêt des gens pour y découvrir des désirs criminels inavoués. Pour l'écrivain Georges-Arthur Goldschmidt, ainsi, ceux qui aiment le folklore régional, marcher dans les forêts afin goûter l'authentique, contempler le soleil qui se lève ou les cimes neigeuses des montagnes ont une âme de barbare et sont des criminels en puissance.

Il y a quelques mois, en pleine affaire Haider, G.-A. Goldschmidt a publié dans *Le Monde* un article intitulé : « De la "pureté" à la barbarie ». Dans un premier temps, l'auteur accusait les révisionnistes (dont J. Haider serait un complice conscient ou non) de vouloir exterminer tous les Juifs :

Ces nazillons nouvelle vague [« Haider et ses comparses »] disent volontairement ou à leur insu ce que disent les négationnistes : puisque la Shoah n'a pas eu lieu, ce n'est plus la peine d'en parler.

En d'autres termes : achevons enfin la besogne, taisons la Shoah pour la réussir enfin, mais cette fois de telle sorte qu'elle ne laisse pas de trace.

G.-A. Goldschmidt applique aux révisionnistes la méthode en usage chez les exterminationnistes lorsqu'ils analysent des documents allemands : le sens des phrases est changé en vertu d'un code secret dont ils auraient découvert la clé. Chez les révisionnistes, ainsi, « l'Holocauste est un mythe » serait une phrase codée qui, « *en d'autres termes* », signifierait : « exterminons discrètement tous les Juifs ». Ce procès d'intention colossal mérite de figurer dans les annales.

L'auteur poursuivait :

On remarquera qu'il n'est nul événement de l'histoire qui ait suscité une telle dénégation. Ce que d'en parler tout le temps, d'en maintenir la mémoire en prévient quelque peu le retour. La dénégation, elle vient du désir de voir enfin réussi ce qu'on a au bout du compte manqué. Dire que la Shoah n'a pas eu lieu ou qu'elle n'est que détail rend la chose de nouveau possible [...].

Puisqu'il n'y a rien eu, c'est que tout reste à faire. Réalisons-là enfin cette « solution finale ». Le néonazisme sportif du sémilant Haider et de ses complices n'a pas d'autres contenu, celui-ci dut-il rester informulé, ou refoulé.

La dernière phrase est importante, car elle démontre que J. Haider n'a jamais appelé au meurtre des Juifs. S'il l'avait fait, G.-A. Goldschmidt ne serait pas contraint d'invoquer l'« informulé » ou le « refoulé » ; il aurait cité les propos, en mentionnant les dates et les lieux.

En vérité, le discours de l'ancien chef du FPÖ est un discours populiste teinté de nationalisme, faisant appel aux respects des traditions, à l'amour de la terre, de la nature, du vrai. Nul appel au meurtre ne peut y être décelé (sauf à découvrir des prétendus sens cachés). Ce fait n'étant pas contestable, G.-A. Goldschmidt s'en sortait en écrivant, sans rire :

Les proclamations de pureté, la référence au folklore, aux forces profondes de la nature, monts neigeux et soleil levant, le recours à l'authentique, qu'on ne peut préserver, chacun le sait, qu'en éliminant l'inauthentique, ne sont bien souvent que le visage cyniquement naïf de la barbarie.

Et de conclure :

Qu'on ne se fasse pas d'illusions, l'extermination est le contenu ultime et fondamental de l'« inconscient » néonazi. Tout le reste est banale et sordide bêtise de la dictature.

De la « pureté » à la barbarie

par Georges-Arthur Goldschmidt

HAIDER ou comment s'en débarrasser ? Il existe en allemand un redoutable adage qui mène au cœur du sujet : « *Ce qui ne devrait pas exister ne peut pas exister.* » (« *Was nicht sein darf, kann nicht sein.* ») C'est bien ce que nous montrent Haider et ses comparses. Il n'y a rien eu ou si peu, de quoi nous parlez-vous donc ? Ces nazillons nouvelle vague disent volontairement ou à leur insu exactement ce que disent les négationnistes : puisque la Shoah n'a pas eu lieu, ce n'est plus la peine d'en parler.

En d'autres termes : achevons enfin la besogne, taisons la Shoah pour la réussir enfin, mais cette fois de telle sorte qu'elle ne laisse pas de traces. On sait qu'Auschwitz était construit en matériaux aussi légers que possible pour, après usage, en effacer jusqu'au souvenir. Ce sont les avatars de l'histoire qui ont interrompu le processus d'extermination enclenché et l'ont révélé. Si les choses avaient pu aller jusqu'au bout, on n'en aurait rien retrouvé, peut-être même rien au.

On remarquera qu'il n'est nul événement de l'histoire qui ait suscité une telle dénégation, une telle obstination dans la dénégation. C'est que d'en parler tout le temps, d'en maintenir la mémoire en préviens peut-être quelque peu le retour. La dénégation, elle vient du désir de voir enfin réussi ce qu'on a au bout du compte manqué. Dire que la Shoah n'a pas eu lieu ou qu'elle n'est que détail rend la chose de nouveau possible.

L'innocence, ici, n'est rien d'autre : être disposé à tout reprendre comme si cela n'avait pas déjà été fait. « *Blanc comme neige on repart* » (André Glucksmann, *Le Monde* du 18 février). Puisqu'il n'y a rien eu, c'est que tout reste à faire. Réalisons là enfin cette « solution finale ». Le néonazisme sportif du semillant Haider et de ses complices n'a pas d'autre contenu, celui-ci dûr-il rester inconnu, ou refoué.

L'admirable travail de mémoire fait en Allemagne par d'innombrables historiens, l'immense documentation, les travaux remarquables de tant de chercheurs (Benz, Klee, Kogon, Langbein et tant d'autres) et, récemment encore, le beau discours de Johannes Rau à Jérusalem ont aussi pour fonction d'empêcher le retour éventuel de ce qui au bout de la vieille obsession européenne conduisit à la Shoah. Le travail de deuil est un travail du savoir et de la connaissance, et si le monument du souvenir se dit en allemand monument d'avertissement (*Mahnmal*) ce n'est pas pour rien.

L'innocence, on le sait, n'est jamais bien loin du crime, surtout lorsqu'elle en connaît l'étendue. C'est de la même chose que négationnistes et néonazis ne veulent pas entendre parler. Or il n'y a qu'un seul moyen de se libérer de ce fardeau qui empêche les « innocents » de vivre, c'est de se débarrasser enfin une bonne fois pour toutes de ceux-là, qui ne cessent d'encombrer et d'alimenter ce plaintif discours. Désormais, l'Europe est avertie, le ventre nous montre qu'il pourrait assez facilement redevenir fécond.

Les proclamations de pureté, la référence au folklore, aux forces profondes de la nature, monts neigeux et soleil levant, le recours à l'authentique, qu'on ne peut préserver, chacun le sait, qu'en éliminant l'inauthentique, ne sont bien souvent que le visage cyniquement naïf de la barbarie. Abolir la mémoire, c'est vouloir faire place nette. Qu'on ne se fasse pas d'illusions, l'extermination est le contenu ultime et fondamental de l'« inconscient » néonazi. Tout le reste est banale et sordide bêtise de la dictature.

Georges-Arthur Goldschmidt est écrivain et traducteur.

Bref, d'après Goldschmidt, quand un homme vous dit qu'il aime le folklore, la nature et le vrai, c'est qu'il cache un idéal criminel. Et s'il ajoute que la Shoah n'a pas existé, cela confirme qu'il veut exterminer tous les Juifs. Le fait qu'un article si délirant ait été publié dans *Le Monde* en dit long sur l'état d'esprit qui règne aujourd'hui. Je ne serai donc pas surpris si, prétendant demain décorer les textes d'un révisionniste poursuivi, des juges déclarent l'inculpé, surtout s'il est natio-

naliste, suspect de folie meurtrière et bon pour subir des examens psychiatriques.

Conclusion

La « terre promise » par Big Brother sera un monde vaporeux, sans frontières, lois ou référents nettement définis. Partant du principe que la communauté internationale ne doit plus laisser commettre un nouvel Holocauste, la souveraineté des États sera définitivement détruite : appliquant des critères d'appréciation très élastiques, des structures supranationales seront chargées de surveiller ce qui se passe à l'intérieur des pays et ordonneront d'agir, même préventivement, en cas de dérive « politiquement incorrecte ». Ces actions pourront être entreprises n'importe où, n'importe quand et n'importe comment puisqu'elles seront toujours déclarées légitimes et que leur légitimité primera sur leur légalité. Une fois le pays visé réduit à l'impuissance, un tribunal international dressera des actes d'inculpation secrets qui permettront d'arrêter par surprise les « criminels contre l'humanité ». Ceux qui parviendront à se cacher seront traqués, comme au Far West, par des chasseurs de primes utilisés par le pouvoir supranational. Ces mercenaires d'un nouveau genre auront le droit de kidnapper les inculpés et de les livrer où ils voudront à qui ils voudront, sans se soucier des conventions d'extradition. Dans cette société, ceux qui refuseront d'adhérer à la contre religion de l'Holocauste seront poursuivis, condamnés et examinés par des psychiatres qui pourront décider leur internement. Leurs textes seront analysés et lus entre les lignes afin de découvrir des sentiments inavouables.

Le monde que Big Brother nous prépare et qui se met en place sera donc un monde sans garde-fous : il n'y aura plus ni frontières, ni lois, ni critères objectifs d'appréciation. Tout sera organisé afin de faire disparaître les derniers éléments anachroniques (régimes indépendants, libres penseurs...). Et comme toujours, la justification suprême sera :

« Holocauste, plus jamais ça ! Finissons ce qui a été commencé à Nuremberg ».

Loin, donc, d'être une simple querelle d'universitaires, la controverse sur l'Holocauste se révèle primordiale. Si le révisionnisme s'éteint, plus rien ne pourra empêcher Big Brother de bâtir un l'enfer issu de ses folles utopies.

Annexe : Rapports serbes sur les exactions de l'UCK



КОНСУЛАТ САВЕЗНЕ РЕПУБЛИКЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ
CONSULAT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DE YOUGOSLAVIE
208, RUE VENDÔME - 69003 LYON
Tél. 04 78 62.36.16 - Fax 04.78.62.21.77

Lyon, 06 Décembre 1999

Madame, Monsieur,

Il y a de cela quelques jours, pour être plus précis au Progrès du 30 novembre 1999, une petite information a été glissée relatant le lynchage d'un vieillard serbe, perpétré par une foule de jeunes Albanais, sur le territoire du Kosovo.

Il s'agit en fait d'un petit exemple de ce qui se passe en réalité au Kosovo depuis le mois de juin 1999, date de l'arrivée des forces de la KFOR au Kosovo et Métohija.

Des exemples de ce genre sont multiples, quotidiens, mais les sources d'informations internationales sont muettes, se taisant sur les horreurs commises contre des victimes de nationalité serbe ou non-albanaise. Ces horreurs se poursuivent et étant donné que plus de 330.000 habitants non-albanais ont été chassés du territoire du Kosovo et Métohija, dont plus de 250.000 Serbes, les rares résidents non-albanais de cette province se trouvent sans défense. Ceci est le résultat de la non-observance de la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

Pour votre information je me permets de vous faire parvenir un mémorandum du Gouvernement de la République Fédérale de Yougoslavie.

Ci-joint un aperçu des actes terroristes et autres actes de violence perpétrés dans la province du Kosovo et Métohija pour la seule période du 12/06/1999 au 30/10/1999.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Le Consul

Petar MIJIC

**APERÇU DES ACTES TERRORISTES ET D'AUTRES ACTES
DE VIOLENCE DANS LA PROVINCE DU KOSOVO ET METOHIJA
DANS LA PÉRIODE DU 12 JUIN AU 30 OCTOBRE 1999
SELON LES DONNÉES DISPONIBLES ET ACCESSIBLES
DU CENTRE DE PAIX ET DE TOLÉRANCE À PRISTINA**

- 1) Personnes enlevées et disparues au Kosovo et Metohija: 648
- 2) Personnes tuées au Kosovo et Metohija: 447
(dont 22 égorgées, 84 massacrées et 5 brûlées)
- 3) Personnes arbitrairement arrêtées par la KFOR: 38
- 4) Personnes blessées au Kosovo et Metohija: 216
- 5) Cas notés d'agressions physiques, de harcèlements et de coups et blessures: 321
- 6) Cas notés de menaces: 340
- 7) Cas notés d'appartements cambriolés, pillés et saisis: 757 à Pristina, plus de 200 à K.Mitrovica, 153 à Gnjilane, 124 à Oraovac.
- 8) Nettoyage ethnique: Toute une série de villes ont été ethniquement nettoyées des Serbes. Selon les données disponibles du HCR, datant du septembre, environ 220.000 personnes, pour la plupart des Serbes et des Monténégrins ont été classés du Kosovo et Metohija. D'après les plus récentes données, plus de 330.000 habitants non-albanais ont été classés du Kosovo et Metohija, dont 250.000 Serbes.
- 9) Cas notés de maisons incendiées: dans toute la région du Kosovo et Metohija, environ 50.000 maisons ont été incendiées.
- 10) Cas notés de voitures volées: plus de 12.000

11) Destruction des biens ecclésiastiques et des monuments de culture

Ont été incendiés ou abîmés environ 70 églises, monastères et autres bâtiments ecclésiastiques et des monuments de culture, dont l'église de Présentation de la Vierge à Dolac, Monastère de Saint Mirc à Korisa de 1467, Monastère de Devins Koriza et Danyan à Zociste, datant du 14ème siècle, Eglise de Krijevo, du 14ème siècle, Monastère de Sainte Trinité, du 14ème siècle, près de Musutuste, Monastère Devic, construit en 1440, Eglise de Sainte Parasceve à Drenik, du 16ème siècle, Eglise de Saint Dunutri, près de Pec, Eglises orthodoxes à Gnuovo, près de Vitina et à Zegra, près de Gnjilane, Eglise de Notre-Dame à Musutuste de 1315, Eglise de Saint Profete Ilija, à Bistrazni, Eglise de Saints Apôtres Pierre et Paul, à Suva Reka, Monastère de Saint Uros, à Nerodimje, Monastère de Saint Gabriel archange du 14ème siècle, à Bircac, Eglise de la Sainte Vierge du 16ème siècle, à Belo Polje, Eglise de Saint Jean le Baptiste, à Pecka Banja, Eglises des villages Naklo, Vucitrn, Petrovac, Urosevac, Podgorce, Djakovac, Krasevo, Osogjane, Samodreza, Dresna près de Klinu, Rakovac, Potric, Monastère Duxac près de Vitina, Cathédrale de Sainte Trinité à Djakovica.

Des bâtiments ecclésiastiques ont été attaqués, profanés, démolis et brûlés. Le clergé est harcelé et chassé. Les bâtiments conventuels et paroissiaux, auprès des églises et des couvents détruits, ont été pillés ou brûlés.

Les monuments culturels ont été démolis et détruits, dont les monuments aux grands littéraires serbes et

monténégrins, Vuk Karadzic et Petar Petrovic Njegos, au centre-même de Pristina.

12) Saisie violente et illégale des institutions publiques: Pristina, Prizren, Dragas, Podujevo, Lipljan, Strpci, Kosovska Mitrovica, Kosovo Polje (avec l'aide des membres de la KFOR), Djakovica (avec l'aide des membres de la KFOR).

La saisie violente et illégale des sociétés et institutions publiques a fait que plus de 20 000 ouvriers serbes et monténégrins sont renvoyés de leur poste et remplacés strictement par les Albanais qui, le plus souvent, ne sont pas qualifiés pour lesdits postes.

13) Cas notés des attaques armées des villages: Slovinci, Maticane, Orahovac, Konjuh, Benvojce, Gornja Brijica, village des abords de Kosovska Kamenica, Grnicar, Magila, Ajvalija, tous les villages de la région Istok-Klina, Gorazdevac, près de Pec, Svinjare, Klokot, Novo Brdo, Zjuni, Donja et Gornja Gustenica, Susica, Badavac, Bresje, Vrbovac, Vitina, Cernece (Municipalité de Gjiljane), Dobrusa, Veliko Ropotovo (Municipalité de Kosovska Kamenica), Partes (Municipalité de Gjiljane), Pasjane (Municipalité de Gjiljane), Ljestar, Budruga, Dobrocin (Municipalité de Lipljan), Grnicar, Binac, Rautlug, Silovo, Odovec, Rajanovce, Bosce, Ciglavica.

14) Bloquages notés des villages: Gadjje, Oradovac et Velika Hoca (les habitants vivent comme dans "un ghetto"), Korotin, villages des abords de Gjiljane, Priluzje, Gornja Srbica.

15) Merceries d'armes aux villages et terreur quotidienne contre la population non-albanaise: Ugljan, Srpska Babus, Simlje, Novo Selo, Bresje, environs de Kosovo Polje, Milosevo (une attaque armée a été perpétrée), village Zebuce (situation humanitaire dramatique), Leunice (village où vivent strictement des Croisés-catholiques), Drenovac (massacre de 50 Serbes), village Cernece (une série d'incidents où les membres du contingent américain de la KFOR harcelaient des Serbes).

16) Villages serbes pillés dont les habitants ont été chassés: Muzicani, Silovo, Orlovic, Dragas, abords de Kosovo Polje, Sofalja, Livadice, Mirovac, Sirmicka Zupa, Modregovac, Grace, Zeciste, Sofalje, Dragoljevac.

17) Localités serbes incendiées: Istok, Klina, Donja Lapastica, Obradova, Velika Reka, Perane, Lause, villages des abords de Podujevo, Grace, Donja Dubica, Zeciste, Oradovac, Naklo, Vitonurice, Belo Polje, Kojlovica, Alot, Toplicane, Krajiste, Rudnik, Donja Strmac, Goles (Municipalité de Lipljan), Orlovic (Municipalité de Pristina), Krpimej et Lausa (Municipalité de Podujevo), Muzicane (toutes les maisons serbes y ont été brûlées), Zamovo, Drenovac, Lesjane.

18) Villes et localités serbes ethniquement nettoyées des Serbes et d'autres populations non-albanaises: Prizren, Djakovica, Pec, Srbica, Podujevo, Vuciten, Glogovac, ainsi que les villages de la Municipalité d'Istok: Dzakovo, Pasjane, Tucepoint, Kos, Zec, Belica, Knjine, Maticane, Kacanik, Simlje, Kmetovacka Vrbica, région d'Uroševac, Silvevo, Nedakovac, Nevoljane, Vrpica, Ljestar, Zegra (Municipalité de Gjiljane), Zatinje (Municipalité de Vitina).

La purification ethnique atteint le point final à Pristina, Gjiljane, Uroševac, Kosovska Mitrovica, Lipljan, Kosovo Polje, d'où 80 pour cent de la population serbe sont chassés (on incendie les maisons, on fait des pillages, on saisit les avoirs des propriétaires des commerces et des magasins), dans les villages Toplicane, Rujica, Magure, Slovinci, Staro Gracko.

19) Cas notés d'entrées interdites des étrangers dans le territoire de la RFY (Kosovo et Metohija): sans papiers, demandes (visas et notifications de séjour aux autorités compétentes): 316.

20) Cas notés de délits du commerce illicite et de la possession des marchandises sans papiers demandés: 81.

21) Cas notés de violation du territoire de la zone au sol de sécurité de la part de la KFOR: 97.

Presque tous les habitants non-albanais ont été chassés de Pristina, des quartiers Ulpjan, Simicani Breg, Dardanja, Campus universitaire. Une terreur quotidienne est présente contre la population non-albanaise restée et une pression est exercée sur eux pour qu'ils quittent le Kosovo et Metohija. Une violence quotidienne est perpétrée sur la population non-albanaise, on lapide les maisons et on y jette des grenades, on pille les magasins, les entreprises, les bâtiments publics.



Lyon, le 30.06.2000.

КОНЗУЛАТ САВЕЗНЕ РЕПУБЛИКЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ

CONSULAT DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DE YOUGOSLAVIE

208, RUE VENDÔME - 69003 LYON

Tél. 04.78.62.36.16 - Fax 04.78.62.21.77

Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la liste des crimes perpétrés par des terroristes albanais au Kosovo et Metohie pour la période du 24 mai au 26 juin 2000

Cette liste, à elle seule, suffirait aux gens de bonne foi à conclure à quel point sont dénuées de sens les rapports du chef de la Mission des Nations Unies au Kosovo qui s'efforce de démontrer des « progrès fantastiques » dans le rétablissement de l'ordre, de la sécurité, des libertés dans Kosovo multiethnique (?)

Parler de la multiethnicité de cette province après avoir consenti aux terroristes albanais de l'épurer de la majorité de sa population serbe et non-albanaise (360.000 personnes ont été forcées à l'exil, la majorité vers la Serbie centrale), continuer à tolérer la terrorisation des rares Serbes restés dans la province, privés de tous les droits, surtout du droit à la vie - relève du pur cynisme. Que signifierait dans de telles conditions la tenue des élections libres (?) qu'exige M. Kouchner, sinon la légalisation de la purification ethnique opérée en sa présence pendant une année de son gouvernement.

Il ne devrait y avoir d'élection dans la province avant d'y établir la paix et la stabilité basées sur la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'OUN, ce qui implique

- le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RF de Yougoslavie et de son système juridique
- le retour libre et en sécurité de tous les Serbes et autres habitants non-albanais expulsés du Kosovo
- la garantie de la sécurité personnelle et matérielle de toutes les populations du Kosovo-Metohie
- le respect des droits de l'homme de tous les habitants de la province indépendamment de leur nationalité, religion ou appartenance politique
- la sauvegarde du caractère multiethnique et multilingue de la province

Les médias français et occidentaux s'étant désintéressés de la situation au Kosovo depuis que les Serbes sont les victimes du nettoyage ethnique, toléré par la KFOR et la MINUK, je me vois dans l'obligation de vous en faire part, en vous priant d'en avertir vos amis, vos élus, l'opinion publique française afin que cesse cette situation intolérable

En vous remerciant, je vous prie, Madame, Monsieur, d'agréer l'expression de ma considération distinguée

Le Consul

 Petar Mijic

le 12e courrier
N° 113, août 2000

EXEMPLES DRASTIQUES D'ACTES

CRIMINELS ET DE TERRORISME COMMIS PAR LES TERRORISTES

ALBANAIS DE L'AINSI NOMMEE UCK AU KOSOVO ET METOHIJA

DU 24 MAI AU 26 JUIN 2000

1. Assassinat d'Ilic Vladimir (50 ans) sur le seuil de sa maison à VITINA (24.05).
2. Attaque contre des Serbes dans le village de DOBROTIN mairie de LIPLJAN où 4 Serbes ont été grièvement blessés (26.05).
3. Attaque à la bombe d'un café serbe à BRECE où 5 Serbes ont été grièvement blessés (26.05).
4. Incendie criminel du complexe industriel "TREPCA", situé au sud de KOSOVSKA MITROVICA causant d'énormes dégâts matériels (26.05).
5. Attaque d'un groupe de Serbes devant un magasin dans le village de CERNICA mairie de GNJILANE durant laquelle ont été tués Trifunovic Tihomir, Vasic Vojin et le petit Milos Petrovic âgé de 5 ans, et 2 Serbes grièvement blessés (28.05).
6. Attaque aux armes automatiques d'une patrouille de la police locale dans le village de KONCULJ (23.05 et 24.05) et attaque au mortier contre les membres de la police locale du village de LUCANE (30.05).
7. Attaque contre des Serbes dans le village de KLOKOT mairie de VITINA où a été tuée Lepterka Marinkovic (67 ans), et grièvement blessés 3 Serbes (31.05).
8. Assassinat de Milutin Trajkovic (33 ans) du village de BABIN MOST mairie de OBILIC (31.05).
9. Assassinat de Heta Icc, retraité du Ministère des Affaires Intérieures de la République de Serbie (fin du mois de Mai).
10. Attaque à la bombe de la maison du Serbe Djordje Velickovic à OBILIC où a été très grièvement blessé Misko Todorovic (01.06).
11. Deux Serbes, Sinisa Dimic et Vlastimir Milic ont péri et trois ont été blessés, dont deux enfants mineurs, lorsque la voiture où ils se trouvaient est passée sur une mine anti-chars placée la nuit précédente par les terroristes albanais sur la route entre les villages serbes de UGLJANI et PREOCE près de PRISTINA (02.06).
12. Incendies criminels de nombreuses maisons de Serbes à PRIZREN et DECANI (03.06).
13. La KFOR et l'UNMIK poursuivent leurs emprisonnements arbitraires de Serbes. Cela a été illustré dernièrement par le plus récent des exemples lorsque les membres de la KFOR ont arrêté à GRACANICA puis emmené vers une destination inconnue Stojanovic Nebojsa (30 ans) emprisonné de force dans un hôpital où il se trouvait branché en soins intensifs consécutivement à de graves blessures occasionnées par les militaires de la KFOR, quand ceux-ci avaient ouvert le feu contre un groupe de citoyens qui protestaient contre le terrorisme de l'ainsi nommée UCK et leur condition très dure (07.06).
14. Attaque brutale de 10 terroristes armés de bâtons contre Cerovic Jovan (55 ans) à OBILIC, le blessant grièvement à la tête et sur le corps (08.06).
15. Incendies criminels de nombreuses maisons de Serbes à OBILIC (09.06).
16. Enlèvement de Padjuric Safet (37 ans) de KOSOVSKA MITROVICA, qui s'est produit sur la route entre KOSOVSKA MITROVICA et VUCITRN (10.06).
17. Attaque armée dans le environs de ORUCE, mairie GORA, de la voiture où se trouvaient 4 goranais dont un a été blessé (09.06).

..../...

- 2 -

18. Incendie criminel de maisons de Serbes à OBILIC et destruction à l'explosif des maisons de tsiganes au village de NOVO RUJCE, mairie de LIPLJAN (10.06).
 19. Incendie criminel dans le restaurant serbe de "LOTOS" qui a entièrement brûlé (10.06).
 20. Attaque au mortier sur des maisons de Serbes à ORAHOVAC (12 et 13.06).
 21. Attaque au mortier sur des maisons de Serbes à OBILIC (14.06).
 22. Enlèvement d'une fillette de 14 ans à PRISTINA (14.06).
 23. Leur véhicule passant sur une mine anti-chars placée par les terroristes de l'ainsi nommée UCK, sur la route reliant le village de PREOCE mairie de PRISTINA, et le village de LEPINA, mairie de LIPLJAN, Denic Zlatibor (38 ans) et Filipovic Borko ont périés et Filipovic Dejan a été grièvement blessé perdant ses membres inférieurs et supérieurs dans l'explosion.
 24. Attaques de convois humanitaires se dirigeant à STRPCE dans les villages de RADIVOJCE et POZARANJE (30.05) et au village de POZARANJE (16.06).
 25. Attaque au mortier du monastère de DECANI près de PEC. Ce monastère est la plus belle perle de l'héritage culturel serbe, édifié en 1335, où se trouvent des fresques d'une valeur inestimable, un grand nombre de livres manuscrits et recueils, d'icônes avec de précieux exemples d'iconographes (dans la nuit du 21 au 22 juin).
 26. Attaque à la bombe sur la maison d'Ivkovic Toma à GNJILANE où sa mère a été très grièvement blessée (21.05).
 27. Enlèvement brutal de Miletic Vlada (80 ans) et Pera (50 ans) dans le village de MALI TRNOVAC, mairie de BUJANOVAC. On ne sait pas s'ils sont vivants (21.06).
 28. Enlèvement de Markovic Bozidar (60 ans) dans le village de SUSICE, mairie de STRPCE (23.06).
 29. Enlèvement du jeune Milic Jovica dans la région du village de SUSICE, mairie de TRPCE, alors qu'il gardait du bétail. Il a réussi à s'échapper, mais a subi de graves blessures corporelles (hémorragies) et un grave stress psychique (24.06).
 30. Attaque au mortier sur des maisons de Serbes dans le village de VELIKA HOCA, mairie d'ORAOVAC (24.06).
 31. Enlèvement de Markovic Tomislav sur la route reliant PODUJEVO-PRISTINA (24.06).
 32. Assassinat de Milanovic Kica (50 ans) sur le seuil de sa porte à KOSOVO POLJE (25.06).
 33. Tentative d'enlèvement de Milorad Soric devant sa maison à ORAOVAC durant laquelle il a été grièvement blessé (26.06).
-

DERNIERES NOUVELLES
sélectionnées et commentées par l'équipe du VHO

HYPOCRISIE AU PAYS DU « POLITIQUEMENT CORRECT »

Daniel Schneidermann est journaliste au *Monde*. Depuis plusieurs semaines, il publie une rubrique intitulée : « Les folies d'internet », dans laquelle il étudie certains aspects de ce nouveau mode de communication. Le 29 août dernier, sous le titre : « Le jour où j'ai dérivé dans l'enfer des parias », il a évoqué l'existence de sites anticonformistes, dont un site révisionniste sur lequel on peut lire l'ouvrage : *Le massacre d'Oradour. Un demi-siècle de mise en scène*.

L'article de D. Schneidermann est un exemple type d'hypocrisie, telle qu'on la rencontre un peu partout dans les sociétés adeptes du « politiquement correct ». L'auteur qualifie Internet de « *déversoir nécessaire* » car :

Pour les citoyens intéressés, et qui ont le temps, il est salubre d'avoir ainsi accès aux coulisses, à l'intégralité des mille textes, cris, appels, découvertes, hypothèses refoulés par le système, ne serait-ce que pour se convaincre qu'ils le sont le plus souvent parce que dénués d'intérêt ou de fondement. Là, oui, Internet peut jouer un rôle irremplaçable.

Ce texte laisse croire que le journaliste serait un partisan de la liberté d'expression, même pour ceux qu'ils qualifient de fous. Or, il n'en est rien. Non seulement D. Schneidermann approuve l'interdiction, en France, du livre de V. Reynouard sur le drame d'Oradour, mais aussi, il enrage de le voir sur Internet :

Très bien d'interdire le livre [de V. Reynouard], monsieur le ministre, très beau, parfait, vous avez certainement la conscience en paix, et vous avez raison. Mais il est là, le livre [...] interdit mais consultable [...]. Je ne dis certes pas qu'il ne fallait pas l'interdire ! Mais sachez-le, il est là.

Preuve que la liberté d'expression (donc de débat) est complètement étrangère à D. Schneidermann, il s'offusque que les parias renvoient le lecteur aux écrits de leurs adversaires :

Plus grave encore : le paria, qui n'a plus rien à perdre, n'hésite pas non plus à offrir de nombreux liens vers ses adversaires, voyez comme j'aime la liberté d'expression, moi au moins, suivez mon regard ! Ainsi le site révisionniste me renvoie-t-il vers le Centre Simon-Wiesenthal et vers le musée — en polonais — d'Auschwitz-Birkenau, ce qui est fort intéressant mais accroit la durée du voyage.

D. Schneidermann vient donc de découvrir que les défenseurs de certaines thèses anticonformistes donnent d'eux-mêmes la parole à leurs adversaires les plus acharnés. Les en félicite-t-il, au nom du libre débat et de l'honnêteté intellectuelle ? Non, il qualifie cette situation de « grave » et se plaint que cela « *accroît de la durée du voyage [sur Internet]* ».

Cette réaction ne saurait surprendre : comment, en effet, une personne qui refuse de lire les parias pourrait-elle comprendre que ces mêmes parias laissent parler leurs adversaires ? Car le journaliste au *Monde* ne s'en cache pas : il refuse de lire les révisionnistes. A propos du livre d'Oradour, il écrit : « *Pas envie de lire cela, de cracher sur ces morts-là, les morts d'Oradour* ». Plus loin, il parle de l'ouvrage comme d'une « *longue chose visqueuse que je n'ai pas voulu lire* ». Tout ce que D. Schneidermann a fait, c'est parcourir la table des matières, ce qui lui donne une idée totalement fausse du livre. Il écrit :

[...] on croit comprendre que l'affaire d'Oradour [...] ne serait pas aussi claire que veut bien le dire le système : il n'y aurait qu'un seul témoin, une femme, que serait, nous assure le sommaire : petit un, un témoin providentiel, petit deux, un témoin suborné, petit trois, un témoin fragile et embrouillé. Bref les Allemands n'auraient pas fait exprès, certainement ils ont tiré par erreur, et voilà, 642 morts.

Nous ne perdrons pas notre temps à réfuter ces absurdités ; M. Schneidermann n'a qu'à lire l'ouvrage de V. Reynouard aussi consciencieusement que V. Reynouard a lu les livres officiels sur le drame d'Oradour ; s'il est honnête, il rectifiera publiquement ses erreurs.

Le journaliste au *Monde* n'est donc rien d'autre qu'un adepte de la censure brutale. Pour lui, il existe des lectures interdites, ou qu'on doit soi-même s'interdire. Le premiers mots de son article, d'ailleurs, sont extrêmement révélateurs : D. Schneidermann agit comme l'enfant pris en faute alors qu'il viole un interdit ; il cherche à se justifier : « *Je le jure, écrit-il, je n'ai pas fait exprès de me retrouver chez les parias. Je cherchais simplement à suivre le procès José Bové sur Internet* ». Suivent vingt-huit lignes d'un véritable plaidoyer qui se termine par : « *Sans le savoir, j'étais passé chez les parias* ». Bref, comme l'adolescent qui cherchait un livre d'anatomie et qui a découvert, sans le savoir, une revue pornographique, D. Schneidermann n'y est pour rien ; il ne l'a pas fait exprès, il ne voulait pas. Même attitude à la rédaction du *Monde*. Sous le titre de l'article, on lit en gros caractères : « *Comment notre explorateur est tombé **par accident** [nous soulignons] dans les oubliettes où les révisionnistes, les censurés et Renaud Camus maudissent le système* ».

Mais s'il s'agit d' « oubliettes », pourquoi cette inquiétude qui provoque la rage ? D. Schneidermann lui-même répond lorsqu'il écrit :

Ces pages sur Oradour, combien d'explorateurs, comme moi, les ont lues fortuitement, certains d'atteindre des vérités interdites ? Combien de lycéens, tapant Oradour sur un moteur de recherche pour les besoins d'un exposé, ont pris cette étude pour ce qu'elle n'est pas, une étude sérieuse, faisant autorité ?

Le journaliste du *Monde* — qui n'hésite pas à juger un livre sans l'avoir lu — établit donc une discrimination entre les citoyens. D'un côté, il place ceux qui, doués d'un esprit critique, seraient capables d'éviter les pièges des « parias » : c'est pour eux seuls qu'Internet reste un « *déversoir nécessaire* » ; de l'autre, il place ceux qui, incapables de faire la différence entre le vrai et le faux, ne doivent pas avoir accès aux textes anticonformistes.

Personnellement, nous ne contredirons pas D. Schneidermann — notre seul point de divergence portera sur le classement des individus dans les différentes catégories. Mais nous lui poserons les questions suivantes : comment concilie-t-il son analyse avec « l'idéal démocratique » obligatoire dans toute société politiquement correcte ? S'il estime que des citoyens ne disposent pas d'un esprit critique suffisant pour éviter des pièges intellectuels qui paraissent grossiers à d'autres, pourquoi donner à tous, indistinctement, de droit de vote et donc le même pouvoir de décision ?

Non attendons ses réponses...

Banques française, SNCF...

QUAND L'HOLOCAUSTE DEVIENT UNE MANNE

Pour certains, l'Holocauste est devenu une véritable manne. Deux récentes dépêches diffusées *via* Internet viennent le confirmer. Elles concernent des plaintes déposées aux Etats-Unis contre des banques françaises et contre la Société Nationale des Chemins de Fer français (SNCF).

Les banques françaises devront-elle payer aux Juifs ?

En décembre 1997, des Juifs « survivants de l'Holocauste » avaient individuellement attaqué, devant la justice américaine, des banques françaises qu'ils accusaient de spoliations. Selon une récente dépêche diffusée *via* Internet (citée ci-dessous), après trois ans de procédure, le juge new-yorkais en charge de l'affaire vient de se déclarer compétent pour instruire les plaintes. Celles-ci seront très probablement transformées en « plainte en nom collectif », ce qui permettra à n'importe quel Juif (ou ayant droit) de se joindre à la procédure et demander, à son tour, réparation.

Après les banques suisses et les firmes allemandes, les banques françaises devront donc probablement payer des millions, voire des milliards, aux Juifs.

Et ce n'est pas fini...

Après les banques, la SNCF

Deux jours avant que le juge Johnson ne rende sa décision, une « plainte en nom collectif » avait été déposée, toujours aux USA, « *par des survivants des camps de la mort et leurs enfants* » contre la... Société Nationale des Chemin de Fer français. D'après les plaignants :

La SNCF a intentionnellement et en toute connaissance de cause déporté des civils français vers les camps de la mort nazis et agi en tant que complice de la politique de génocide du Troisième Reich. La SNCF a tiré profit de sa conduite et géré les trains de déportés comme une opération commerciale normale.

A supposer que la plainte soit déclarée recevable et que des poursuites soient engagées, un système de défense sans réplique pour la SNCF consisterait à développer, devant les juges, l'argumentation révisionniste avant de conclure : « Pas de génocide, pas de complicité de la SNCF dans une prétendue politique de génocide ». Mais ne nous leurrions

pas ; tout comme les avocats de Klaus Barbie ou de Maurice Papon, aucun défenseur de la SNCF n'osera agir ainsi.

Cette affaire reste toutefois intéressante, car si la SNCF — donc le contribuable français — est un jour condamnée à payer :

- les Français ne pourront plus dire, comme ils le font trop souvent : « Holocauste ou pas, qu'est-ce que ça change — matériellement — pour nous ? » ;
- il sera intéressant d'observer la réaction des cheminots (en majorité « de gauche ») et des « antiracistes » : accepteront-ils de servir ou d'utiliser encore une entreprise qui s'est odieusement vautré dans la « collaboration criminelle » ? Si oui, ne demanderont-ils pas, au minimum, que la SNCF soit débaptisée ?

**Ci-dessous : le texte intégral
des deux dépêches diffusées via Internet.**

NEW YORK, 8 sept (AFP). Un juge fédéral de New York s'est déclaré jeudi [7 septembre] compétent pour instruire les plaintes pour spoliation déposées par des survivants de l'Holocauste contre des banques françaises, a indiqué à l'AFP l'un des avocats des banques.

Dans un jugement rendu jeudi, le juge Sterling Johnson, de la Cour fédérale de Brooklyn, a estimé recevables les plaintes déposées devant lui par les avocats des personnes estimant avoir été spoliées par ces banques pendant la Seconde guerre mondiale, a précisé Frededick Davis, l'un des défenseurs de l'Association Française des banques.

« Le juge a estimé le tribunal américain compétent. Cela signifie que l'affaire continue. C'est le début du litige », a déclaré Me Davis. « Va s'ouvrir maintenant une période d'échange de documents, qui peut durer longtemps. Et théoriquement il y aura un jour, certainement pas cette année, un procès ».

Les banques visées sont la Banque nationale de Paris/Paribas, la Natexis, le Crédit Agricole/Indosuez, la Société Générale, le Crédit Commercial de France et le Crédit Lyonnais.

Elles avaient demandé, lors d'une audience le 15 mars, au juge Johnson de se déclarer incompétent et de se dessaisir du dossier en faveur de la procédure engagée en France, avec notamment la création de la commission indépendante présidée par Jean Mattéoli.

« La question de compétence a été tranchée contrairement à nos vœux, mais la plainte n'est pas encore constituée en "class action" » (plainte en nom collectif, spécificité du système judiciaire américain), a ajouté Frededick Davis.

Les plaignants ont été autorisés par le juge à se constituer en *class action*, ce qui permettra éventuellement à d'autres personnes de se joindre à leur plainte ultérieurement, mais ne l'ont pas encore demandé, a-t-il précisé.

Les plaignants ont choisi en décembre 1997 de saisir la justice américaine, estimant qu'elle pourrait leur être plus favorable, en application d'une loi qui stipule que toute entreprise ayant des intérêts ou une représentation aux Etats-Unis peut y faire l'objet de poursuites, même si les faits incriminés ne se sont pas déroulés sur le sol américain.

NEW YORK, 7 sept (AFP) - Une plainte en nom collectif a été déposée mardi devant la justice américaine contre la Société Nationale des Chemins de Fer française (SNCF), accusée par des survivants des camps de la mort et leurs enfants d'avoir activement collaboré entre 1942 et 1944 à la déportation d'au moins 75.000 Juifs, a indiqué l'un des avocats des plaignants.

Harriet Tamen a précisé que cette plainte en nom collectif (« class action ») avait été déposée devant le juge David Trager, du Tribunal fédéral pour le district oriental de New York (qui siège à Brooklyn) et envoyée mercredi par courrier recommandé au siège de la SNCF à Paris.

Cette action devant la justice américaine est rendue possible par l'existence d'une législation spécifique, le « Alien tort claim act » qui autorise toutes les victimes d'atteintes aux droits de l'Homme à réclamer réparation devant les tribunaux américains, même pour des atteintes commises hors des États-Unis.

C'est notamment cette loi qui a été utilisée pour engager aux États-Unis des poursuites contre les banques suisses ou l'industrie allemande, qui se sont soldées par des accords entre les parties.

Le dépôt de cette plainte ne signifie toutefois pas que des poursuites vont être engagées. Le juge Trager devra rendre, en général dans un délai de quelques semaines, un avis décidant s'il y a lieu de poursuite.

La plainte, dont l'AFP a obtenu une copie, affirme que « la SNCF a intentionnellement et en toute connaissance de cause déporté des civils français vers les camps de la mort nazis et agi en tant que complice de la politique de génocide du troisième Reich. La SNCF a tiré profit de sa conduite et géré les trains de déportés comme une opération commerciale normale ».

Lebensborn, un aveu dans Libération

D'après une légende tenace, les *Lebensborn* auraient été créés par Himmler afin de donner au Reich des enfants de race pure ; durant la guerre, des jeunes filles sélectionnées y auraient été parquées — de force — pour être fécondées par des soldats de type germanique qui partaient au front et risquaient d'y laisser la vie sans procréer.

Le 26 juin dernier, *Libération* a révélé, timidement il est vrai, une partie de la vérité. Le quotidien évoquait une affaire qui oppose d'anciens enfants des *Lebensborn* norvégiens au gouvernement de Norvège. On y apprenait que dès 1940, avec l'occupation de la Norvège, de nombreux enfants étaient nés de l'union de soldats allemands et de jeunes autochtones. Par la suite, cependant, ces jeunes soldats

avaient été envoyés sur le front (à l'Est notamment). Beaucoup étaient morts ou n'avaient plus donné de nouvelles.

A l'époque, il y avait une dizaine de *Lebensborn* en Norvège :

Les femmes qui n'[avaient] plus les moyens ou la volonté d'élever leur bébé de père allemand et répondant à des critères aryens [pouvaient] y laisser l'enfant illégitime. Le Reich le [prenait] en charge. Puis, le *Lebensborn* l'envo[yait] chez ses grands-parents en Allemagne [*Libération*, 26 juin 2000, p. 14].

Nous voilà donc bien loin de ces centres de naissances à la chaîne où des jeunes filles auraient été engrossées de force pour donner des enfants au Reich. *Libération*, d'ailleurs, à l'honnêteté de souligner :

D'après l'historien norvégien Kare Olsen, rien ne prouve [...] que Himmler ait encouragé la procréation entre soldats allemands et femmes aryennes [*Id.*].

Les *Lebensborn* n'étaient donc rien d'autre que des centres d'accueil pour enfants abandonnés de père allemand. Une photographie accompagne l'article qui montre l'intérieur d'un de ces établissements. On y voit six bébés en bonne santé dans une pièce propre et bien rangée. Au fond, deux baignoires alimentées avec de l'eau courante (deux robinets à chaque fois, prouvant qu'il y avait l'eau chaude) et, pendus au mur, onze serviettes ou peignoirs.



Image insoutenable de la cruauté nazie :
un *Lebensborn* sous Hitler